

Tribune socialiste

N° 353 / 21 DÉCEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**Wilson :
de difficulté
en difficulté**
Jean-Marie Vincent

**Démocratie
à Sarcelles**
Claude Artus

**L'empire
des jouets**
Alain Echegut

**Paris
ville au-dessus
de nos moyens**
Jacques Ferlus

**Le 4^e
continent**
Manuel Bridier

LES POINGS SUR LES I Carte de vœux

Craignant que personne ne songe à le faire, qu'on me permette de souhaiter joyeux Noël et heureuse nouvelle année, plus particulièrement :

— aux travailleurs étrangers (Portugais, Africains, Arabes, etc.), qui, chaque année, font montre d'invention et d'ingéniosité, pour illuminer les bidonvilles, les caves nauséabondes où l'on s'entasse à vingt, les hôtels à puces et à courants d'air où l'on berce comme un cadavre de bébé, son désespoir et sa nostalgie ;

— aux vieillards démunis pour qui l'expression « vague de froid » n'a pas cette couleur pittoresque qu'elle prend sur les lèvres des animateurs de radio ;

— aux jeunes gens qui trouveront dans leurs souliers, enveloppé dans du papier de soie et des rubans roses, le chômage et son cortège d'ombres, d'angoisses, de tourments ;

— aux patriotes guadeloupéens qui auront, je l'espère, le droit d'écouter la retransmission de la messe de minuit à la radio. Ou de regarder avec les familles françaises, le show « Brigitte Bardot » sur les écrans de télévision. Et comme il reste quelques fleurs à mon bouquet, que de Gaulle, Pompidou, Malraux, leurs confrères au conseil des ministres, ainsi que ces messieurs du C.N.P.F. les partagent entre eux. Elles feront très joli entre le foie gras, la dinde truffée et la bombe glacée.

Et vive Noël ! Et vive 1968 !

André LAUDE.

Amérique Latine : débat à Lyon

Le comité lyonnais pour la défense de Régis Debray a réuni à Lyon, le 13 décembre, plus de 400 personnes pour entendre Claude Burgelin, Georges Fournial, Marcel Niedergang et Me Georges Pinet, avocat de Régis Debray, parler des « mouvements révolutionnaires d'Amérique Latine ».

Il est évident que l'aventure de Régis Debray et la mort de Che Guevara ont fortement contribué à sensibiliser l'opinion, parfois de façon sentimentale et romantique. Mais au cours de cette table ronde, après que Me Pinet eût rappelé qu'il ne fallait pas laisser le silence se faire autour de Régis Debray qui continue à être « un

homme en péril », c'est en termes politiques que les problèmes ont été posés et reçus par l'assistance.

Les thèses de Régis Debray qui ont été résumées par Burgelin, ont pu, maintenant que le procès est terminé, être présentées par Fournial comme donnant lieu à contestation. Niedergang a fortement marqué que les actuelles controverses entre les diverses stratégies révolutionnaires seront sans doute bientôt dépassées et que, s'il est nécessaire de bien mettre en lumière que chaque réponse à l'impérialisme est fonction d'une situation particulière, l'important est désormais de poser les problèmes de combat anti-impérialiste en termes planétaires, de ne plus dissocier le combat mené en Amérique Latine de celui mené en Afrique ou dans l'Asie du Sud-Est, de celui mené partout dans le monde et pour nous, Français, en France même. □

Le 13 décembre de la revendication

Monsieur Dupont à l'habitude de mesurer l'importance des grèves au degré de difficulté qu'elles lui causent. S'il n'a pas d'électricité pour se raser le matin, il n'est pas content mais trouve des excuses aux responsables, en essayant de se souvenir où il a rangé son vieux rasoir à lames. Il est moins content si son petit déjeuner met plus de temps que d'habitude pour chauffer. Mais s'il est obligé d'aller à son travail à pied ou de sortir sa voiture, alors ça ne va plus. D'autant qu'il arrive en retard à son travail, et qu'il ne peut se le permettre, car lui, il n'est pas fonctionnaire. Ne parlons pas des cas où son entreprise est fermée et où il doit récupérer le samedi suivant.

Donc, si l'on adopte le point de vue de Monsieur Dupont, le 13 décembre est un échec. Car mis à part quelques coupures d'électricité, il ne s'est rien passé... Dans ce cas en effet, les débrayages et les manifestations ne comptent pas.

Heureusement, pour des milliers de travailleurs, ce fut une journée réussie. Bien sûr, il n'y a pas eu autant de journées de grève qu'on aurait pu l'espérer, mais dans de nombreuses entreprises des gens qui n'avaient jamais débrayé l'ont fait. De la République à la Bastille il y avait du monde, pourtant il pleuvait, il faisait froid. Les manifestations en province ont également été importantes.

Nous avons dit ici que la volonté des syndicats était de faire de cette journée un test, c'est-à-dire laisser toute l'initiative aux travailleurs.

Mais après les traditionnels communiqués de victoire des soirs de manifestations, que pensent les syndicats ? La question est posée, mais il semble qu'elle ne le restera pas longtemps. Il y a chez les travailleurs une volonté de réagir qu'il faut canaliser et transformer. Les organisations ouvrières répondront rapidement par des actions de grande envergure. Cela, il ne faut pas seulement l'espérer, il faut le croire.

Certes, l'action syndicale a un peu piétiné ces derniers mois, mais il faut lui reconnaître qu'elle a été placée devant des problèmes pour lesquels elle n'était pas prête. Et les piétinements, même s'ils paraissent inefficaces, sont parfois utiles. 1967, c'est tout de même un tournant important pour l'unité syndicale, et il est sûr qu'à l'intérieur même de la troisième grande centrale ouvrière on n'est plus aussi catégorique et unanime dans la critique ou la condamnation (en particulier au sein de la fédération des cadres F.O.). 1967, c'est aussi la découverte de l'action politique par le syndicalisme — et peut-être même la découverte du syndicalisme par certains hommes politiques. C'est le même homme qui vote et qui manifeste le 17 mai ou le 13 décembre. N'y aurait-il eu que cela en 1967, que ce serait déjà bien. Mais il y a eu bien plus, ne serait-ce que dans l'action quotidienne des travailleurs dans leurs entreprises, face aux problèmes des fusions, des licenciements, des réductions d'horaires. Pour ceux-là surtout, souhaitons que 1968 soit l'année de l'action. □

Rhodiaceta : ce n'est pas fini

Chez Rhodiaceta on se souviendra de l'année 1967. Après les six semaines de grève, à Besançon, en mars dernier, tout n'a pas été réglé. La direction a continué ses attaques, créant dans les usines un climat plus propice à la révolte qu'au travail. On évitait d'en trop parler, mais le 6 décembre dernier, le vase a débordé...

Ce jour-là, le plus tranquillement du monde, la direction annonce la suppression prochaine de deux mille emplois et la réduction des primes. Dès le lendemain, avant même que les organisations syndicales prennent position, tous les travailleurs se mettent en grève pour 24 heures dans l'usine de Lyon.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Le travail reprend et voilà que le 16 décembre, jour de la paie, les salariés s'aperçoivent que leurs salaires ont diminué dans une proportion de 16 % en moyenne, pour certains ça frise les 50 %. Là encore, les organisations syndicales sont débordées, le travail s'arrête, on détruit du matériel, on se bat. La direction ferme l'usine pour deux jours et publie un communiqué dans lequel elle déclare : « Nous voulons que cesse l'anarchie... ». Si anarchie il y a, ce n'est sûrement pas aux travailleurs qu'il faut en impliquer la responsabilité. □

**responsable politique
êtes-vous**

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

Éditorial

Wilson : de difficulté en difficulté

Jean-Marie Vincent

Harold Wilson n'est pas au bout de ses malheurs. A peine vient-il de combler une brèche dans l'édifice lézardé de son gouvernement qu'on en découvre une autre. La presse vient de nous apprendre il y a quelques jours, qu'il doit maintenant affronter Messieurs Brown, Healey et Callaghan, à propos des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Qu'il soit jusqu'ici (ça ne durera peut-être pas) du bon côté, c'est-à-dire contre l'armement du gouvernement raciste de Vorster n'est guère une consolation. Que le gouvernement gaulliste par ses propres livraisons à l'Afrique du Sud soit en grande partie responsable de cette situation, ne diminue pas pour autant la responsabilité de l'équipe travailliste au pouvoir. N'est-ce pas elle qui, sous la houlette de Wilson, a toléré l'établissement d'un régime raciste en Rhodésie en appliquant mollement une politique de sanction à laquelle personne ne croyait ? N'était-il pas déjà clair à ce moment que la préoccupation principale du gouvernement Wilson était de ménager le régime de Prétoria. De capitulations en capitulations il devient de plus en plus difficile de résister et il ne reste souvent plus qu'à se laisser aller au fil de l'eau comme un chien crevé. C'est cette image que la totalité ou presque de la presse anglaise se fait de ce gouvernement qui soulevait d'espoirs en 1964. Selon la formule du travailliste de gauche Tom Navin, il a non seulement déçu ses amis, mais aussi ses ennemis.

Comment en est-on arrivé là ? Dans ces colonnes Michel Rocard a déjà expliqué comment la décision prise dès les premiers jours du gouvernement travailliste en 1964, de défendre le fétiche national, la livre sterling, avait pesé lourd dans la balance. Toute une série de conséquences découlait logiquement de ce choix initial : recherche de l'appui de la finance internationale et plus particulièrement des milieux financiers américains, politique de déflation à l'intérieur, organisation du chômage, offensive contre les syndicats, etc.

Un choix catastrophique

On peut se demander alors pourquoi c'est précisément ce choix catastrophique qui a été fait ? Il y a une explication facile, c'est l'explication psychologique par la courdisse ou la mollesse des hommes au pouvoir. A notre sens elle n'explique pas grand chose, parce que ces mêmes hommes ont démontré en d'autres circonstances qu'ils savaient se battre avec courage, y compris Wilson lui-même. La véritable explication doit être cherchée en réalité dans l'image même que l'équipe dirigeante travailliste se faisait de sa tâche, c'est-à-dire dans son programme électoral.

Celui-ci était au fond assez simple et peut être résumé de la façon suivante : injecter dans le vieux capitalisme britannique une bonne dose de néo-capitalisme. Wilson tout au long de sa campagne électorale de 1964 ne manqua pas en effet de préconiser une planification indicative de type français, de se gausser du conservatisme des dirigeants de l'industrie privée et de promettre à l'avenir un taux de croissance de 4 % par an du revenu national grâce à quoi il espérait satisfaire un certain nombre de revendications matérielles des travailleurs britanniques. A l'évidence, il était fasciné par la croissance économique des pays de l'Europe continentale et pensait pouvoir obtenir des résultats semblables sans trop de difficultés. L'hebdomadaire bien-pensant « The Economist » ne claironnait-il pas à ce moment-là que la situation délicate de la Grande-Bretagne était due pour l'essentiel, à l'incommensurable stupidité des conservateurs.

Malheureusement pour Wilson tout ce beau programme était vicié à la base par une erreur d'analyse fondamentale. La maladie de langueur dont souffrait le capitalisme britannique depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'était pas seulement due aux habitudes conservatrices des chefs d'entreprises ou à l'absence de dirigisme économique, mais au caractère archaïque des relations économiques internationales britanniques (le système du Commonwealth) et à la prédominance sur l'ensemble des capitalistes du capital financier de la « City ». La Grande-Bretagne longtemps puissance économique dominante à l'échelle internationale était devenue prisonnière de ses propres instruments d'hégémonie économique sur les autres parties du monde, dans la mesure où en s'accrochant obstinément à ceux-ci elle

se tenait à l'écart d'une grande partie des processus économiques mondiaux. Pour rénover le capitalisme britannique il était par conséquent nécessaire de pratiquer sur lui une opération chirurgicale d'envergure et cela contre la volonté de la majorité des capitalistes.

Rien n'était prêt

Manifestement Wilson n'était pas prêt à cela et n'avait aucune intention de bousculer et d'affronter le grand capital britannique. S'il réclamait la renationalisation de l'acier c'était plus par fidélité à des promesses anciennes que par conviction. Son programme de gouvernement ne prévoyait d'ailleurs aucune autre nationalisation et ne se préoccupait pas vraiment des règles de fonctionnement du secteur public qui aurait pourtant pu représenter un instrument de rénovation néo-capitaliste. Bien plus, Wilson lui-même partageait l'attachement des conservateurs au Commonwealth et à la livre. En un sens il n'avait même pas compris la lutte que MacMillan avait entamée pour entrer dans le Marché commun, c'est-à-dire pour inclure la Grande-Bretagne dans un réseau de relations économiques et financières plus vivaces.

Aussi ne faut-il pas s'étonner, si placé devant une crise financière très grave en 1964, il ne sut y faire face que par des moyens traditionnels (déflationnistes) tout en espérant qu'une situation meilleure lui permettrait quelque temps après de réaliser son programme. Il n'en fut rien. Wilson dut s'enfoncer un peu plus dans la déflation et pratiquer une politique antisyndicale sans pour autant obtenir une amélioration réelle de sa balance des paiements. A son tour il se décida à pratiquer une politique de fuite en avant — la demande d'adhésion au Marché commun — sans avoir cependant formulé sur les problèmes essentiels posés par cet acte de candidature, des propositions convaincantes. Aujourd'hui après les débats de Bruxelles, il n'est même plus assuré que cette bouée à laquelle il s'accroche l'amènera au port. Peut-

être un de ses successeurs arrivera-t-il à forcer la porte, mais cela n'est évidemment pas ce qu'il attendait.

Devant ce gâchis, on comprend le désarroi et la démoralisation des travailleurs britanniques. On saisit le caractère positif de la révolte des syndiqués de l'« Amalgamated Engineering Union » qui vient de renverser un des meilleurs soutiens de Wilson, Lord William Carron, et de le remplacer à la présidence de leur syndicat par William Scanlon, un travailliste d'extrême gauche. Mais comme les meilleurs éléments de la nouvelle gauche britannique on doit se dire qu'il est temps de tirer la leçon d'un pareil échec.

La leçon essentielle

Cette leçon, pour l'essentiel, tient en ceci : la condition nécessaire à une prise de pouvoir bénéfique pour les travailleurs et pour les intérêts du socialisme est une préparation politique et programmatique sérieuse qui ne laisse aucun problème dans l'ombre et ne laisse planer aucun doute sur la volonté des organisations se réclamant du socialisme d'agir avec détermination et esprit de conséquence. L'unité (réalisée en Grande-Bretagne à peu près complètement au sein du parti travailliste) ne peut suffire à elle seule. Il faut que cette unité soit une unité de combat en fonction d'objectifs clairs, non contradictoires avec la perspective socialiste. Il faut en même temps que la résistance de l'adversaire de classe soit prévue et qu'on se donne les moyens de la combattre sans se laisser enfermer dans une légalité qu'il ne respecte que quand elle le sert. Wilson ne voulait pas provoquer l'adversaire conservateur, il voulait au contraire obtenir son assentiment à des mesures sociales en lui offrant la compensation d'une politique néo-capitaliste de développement économique. Il faisait fausse route parce qu'aujourd'hui plus que jamais on ne peut faire une politique néo-capitaliste contre les intérêts des néo-capitalistes eux-mêmes. En tout état de cause il vaut mieux faire une politique socialiste avec les travailleurs. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

CLAUDE GLAYMAN

**50 MILLIONS
DE GRENOBLOIS**

Préface de Pierre MENDÈS-FRANCE

A travers le visage
d'une ville pilote,
l'image des grandes cités françaises
de demain



ROBERT
LAFFONT

A propos de publicité

Christian Guerche

Les 30 novembre et 7 décembre derniers, « Tribune Socialiste » a publié deux placards publicitaires pour le journal « la Voix Ouvrière ». Cette publicité s'inscrivait dans le cadre d'une campagne lancée par ce journal, dans trois supports « le Monde », « le Nouvel Observateur » et « Tribune Socialiste ».

Les ordres ont été régulièrement passés à notre service publicité, comme dans tous les journaux du monde, et il ne pouvait y avoir la moindre ambiguïté sur le caractère payant de cette publicité, qui ne pouvait donc nullement engager ni notre journal, ni notre parti.

Nous n'éprouverions aucun besoin de commenter dans nos colonnes cette affaire, si « l'Humanité » du 12 décembre, n'essayait dans un article anonyme, de prouver par là,

notre collusion avec les groupes « Voix Ouvrière ».

Cette plaisanterie malveillante nous a fait bien rire. On connaissait les techniques de l'amalgame, chères aux communistes d'une autre époque, mais à ce point ?

Rassurons donc notre confrère, et posons lui en même temps quelques questions :

1° Il faut n'avoir lu aucun de nos textes, et ne rien connaître de la pratique politique du P.S.U., pour imaginer un instant que nous soutenons les thèses et les pratiques de la « Voix Ouvrière ». Le rédacteur de « l'Humanité » le sait parfaitement, il se livre donc simplement à un travail de faussaire.

2° Ayant en mains le guide des annonceurs de « l'Humanité Diman-

che », devons-nous comprendre désormais que la politique réelle du parti communiste, lui est dictée par ses annonceurs ? Citroën et Ricard par exemple. Absurdité me répondra « l'Humanité ». Et elle aura raison. Mais alors pourquoi nous appliquer une autre analyse.

3° Quand « l'Humanité » passe de la publicité au journal de la très réactionnaire majorité de Sciences Po, et ceci en pleine bataille d'élections à l'U.N.E.F., que devons-nous penser de ce soutien de « l'Humanité », à une majorité réactionnaire, que les étudiants de gauche ont failli renverser.

4° Quand « l'Humanité » comprendra-t-elle qu'une certaine terminologie, et un type de violences, sont à bannir à jamais.

Nous n'avons guère d'indulgence pour les divers groupes trotskystes ou chinois, et connaissons autant que d'autres les dangers du gauchisme pour le mouvement ouvrier. Mais ce ne sont pas les matraques, les réunions empêchées « manu militari » par le service d'ordre du P.C. qui

nous convaincront que ce sont là les formes exemplaires d'un dialogue socialiste. On commence par les luthéro-trotskyistes toujours accusés de liens policiers et on termine par quoi ? Il nous semble que tous ceux qui ont vécu la tragédie stalinienne en savent quelque chose.

Et ce n'est pas plus Etienne Fajon qui nous convaincra, quand impavide du haut de son fauteuil directeur, il définit la pensée de Mao Tsé-toung comme « étrangère à un mouvement ouvrier ». Comment peut-on formuler dans le quotidien du P.C.F., et par un membre du bureau politique, pareille insanité. Il est vrai qu'Etienne Fajon nous a habitués à de si tristes sottises. C'est sous son autorité directoriale que Gomulka, Tito ou Kadar ont été à certaines époques étrangers au mouvement ouvrier. Aujourd'hui c'est Mao Tsé-toung, demain Castro sans doute. De l'anathème au dialogue, a écrit un jour Roger Garaudy en parlant du problème chinois. Ne pourrait-il en convaincre son lugubre collègue du bureau politique ? □

Questions sans réponse

Nous savions déjà qu'il fallait refaire 1905, nous savons maintenant qu'il faut réconcilier « Jaurès et Clemenceau ». A chacun ses références. Les notables chenus qui remplissaient la salle du 64^e Congrès du parti radical à Toulouse, trouvaient ainsi dans les souvenirs, le moyen de surmonter l'inévitable mélancolie que peut engendrer chez le patriote radical, la perspective de son intégration définitive dans la F.G.D.S.

Cela s'est passé sans heurts, ni éclats. Si Maurice Faure, très timidement et Félix Gaillard plus fermement se sont opposés à René Billères, celui-ci a sans nul doute gagné la

bataille qu'il avait engagée. Mais dans quels termes ?

Quel programme et quelles alliances ? Telles étaient les deux questions posées au parti radical. Il a évité en définitive de se prononcer sur l'une et sur l'autre. Car on ne peut considérer comme sérieuses les différentes définitions du socialisme, qui émaillaient quelques exposés généraux, pas plus qu'il n'est possible de ne pas constater le silence quasi général concernant les rapports avec le Parti communiste, sauf à se féliciter de leur rentabilité électorale.

Mais à tout prendre, le parti radical ne nous ayant pas habitués à de profondes réflexions idéologiques ou programmatiques, on pourrait espé-

rer un peu plus de précision sur les tâches politiques du moment.

La déclaration du parti, qui a été votée à la quasi-unanimité, se contente d'affirmations générales, dont la redoutable imprécision, cache mal la coloration très libérale sur le plan interne, et très atlantique sur le plan extérieur.

Partant de ces ambiguïtés, d'ailleurs se féliciteront du resserrement des familles de la Fédération, et du nouveau pas ainsi réalisé. Cela nous semble une politique à courte vue, dont nous admirons comme d'autres les incontestables habiletés, mais qui ne nous semble pas répondre, loin s'en faut, aux nécessités du moment.

Et disons-le — avant d'y revenir dans notre prochain numéro — les déclarations de Guy Mollet à Toulouse, comme dans son « En direct » à la télévision, et de François

Mitterrand, ne nous ont guère paru de nature à exalter, ou à convaincre, tous ceux pour qui la gauche doit à la fois préciser le contenu d'un programme à opposer aux tenants du pouvoir gaulliste et affirmer clairement ses alliances.

Il y a quelques semaines encore on parlait de plateforme commune à toute la gauche, et d'alliances privilégiées. Aujourd'hui, le problème des alliances est devenu second, et celui du programme d'une redoutable difficulté.

Il y a quelques semaines nous étions des pessimistes anti-unitaires, en soulignant ces difficultés et en demandant un débat ouvert et public. Que s'est-il passé ces dernières semaines ? Pourquoi ce changement de ton ? Autant de questions auxquelles il faudra bien apporter des réponses. □

Un roi en location

Les derniers événements de Grèce sont encore trop proches pour pouvoir être commentés dans le détail. La crise grecque se développe en définitive sur plusieurs plans, et les affres du roi Constantin à Rome, risquent de cacher les véritables développements de la situation.

Une chose en tout cas est certaine, quels que soient les développements

dans l'immédiat de la nouvelle crise, la dynastie paraît condamnée. Les maladroites du jeune roi, ont rendu éclatant le divorce existant entre non seulement la population et lui, mais aussi avec l'armée et la bourgeoisie grecques.

Peut-être d'ailleurs n'avait-on pas été assez attentifs aux termes de la déclaration de Caramanlis, il y a une quinzaine à Paris. En employant ré-

gulièrement le mot *démocratie*, Caramanlis évoquait en fait la République. Cela manifestait donc un décrochage très net par rapport à la famille royale.

De leur côté, les colonels violemment anti-communistes cherchent par ailleurs à trouver une certaine assise en satisfaisant quelques revendications de petites couches populaires.

Cela ne trompe probablement pas grand monde, mais cela risque pendant un temps de faciliter une certaine indifférence et de rendre plus

difficiles les efforts de l'opposition de gauche.

Celle-ci a subi durement la répression des premiers mois, et a sans doute du mal à se remembrer. C'est pourtant de son côté que se produiront sans doute les affrontements véritables.

En attendant, Constantin essaye de déterminer à Rome les conditions d'un nouveau bail avec les colonels. Roi à louer, mais combien ? C'est le panneau véritable affiché à l'ambassade grecque à Rome. □

Tribune Socialiste

● NE PARAÎT PAS LA SEMAINE PROCHAINE, MAIS...
● A PARTIR DU 4 JANVIER 1968, PARAÎTRA SUR 16 PAGES
AVEC DE NOUVELLES RUBRIQUES

Données fondamentales

Pour une croissance démographique

Dominique Perchet

En dépit d'une situation qui a été s'améliorant, la démographie française pose un problème. Récemment le Haut Comité de la population a préconisé un certain nombre de mesures, c'était la seconde réunion de cet organisme purement consultatif depuis la rentrée d'automne. De toutes manières ce n'est pas avant 1968 que le gouvernement sera à même de présenter des propositions précises s'inspirant plus ou moins des suggestions du Haut Comité : maintien du dégrèvement fiscal aux parents ayant eu trois enfants à charge, amélioration des prestations sociales et de la construction de logements.

La gauche se doit également de réfléchir à ces questions, c'est dans cette optique et en attendant d'y revenir en 1968 que "T.S." a demandé à une jeune spécialiste d'exposer certaines des données actuelles de la démographie française.

La question démographique que l'on croyait résolue depuis 1945 est à nouveau à l'ordre du jour : les démons du malthusianisme réapparaissent et le problème manifestement n'est pas réglé au fond. Le taux de natalité en deux ans a baissé de deux pour mille, écart qui semble insignifiant au profane mais qui inquiète les spécialistes parce qu'il peut préfigurer un retour aux errements des années 30. De plus la libéralisation de la législation sur la vente des produits contraceptifs risque de faire chuter le taux de 20 %, augmentant le danger d'une stagnation démographique.

La politique actuelle est inefficace : cette baisse le montre. Il incombe à la gauche de considérer avec sérieux cette question que trop longtemps elle a dédaigné parce qu'elle était l'apanage des modérés ou de la droite.

Déclin du taux de natalité 1920-1944

a) 1920-1938 : La France bourgeoise déjà fortement touchée par le malthusianisme est frappée durement par la guerre de 1914 ; pour lutter contre la dénatalité, dans cette phase difficile, la droite vote la loi de 1920 qui n'est que répressive. Puis c'est le silence. Quelques initiatives sociales portant sur les allocations familiales n'empêchent pas la natalité d'être de plus en plus languissante. Vers 1930, la croissance est nulle. Elle est même négative en 1935 avec un déficit de 19 000, et en 1936, 1937. Seule l'immigration dissimule cette réalité. Le taux de remplacement passe de 93 en 1930 à 87 en 1935 (en dessous de 100, le remplacement de la population n'est pas assuré).

Résultat : la population de la

France de 1900 à 1939 n'a crû que de 3 % contre 36 % en Allemagne, 33 % en Italie, 23 % en Grande-Bretagne, 72 % aux Etats-Unis.

b) 1938-1944 : Le problème devenait si critique qu'il appelait une réaction : la première interpellation à la Chambre des députés a lieu en 1937, et en 1938-1939, le gouvernement radical fait voter le Code de la Famille qui étend le bénéfice des allocations familiales à de nouvelles catégories de travailleurs, indépendants, et exploitants agricoles.

Les effets se firent sentir assez vite : le taux de reproduction passa à 93 en 1939. A partir de 1941, le taux de natalité remonta, fait extraordinaire en période de guerre et de privations, et quand les classes creuses arrivaient à l'âge du mariage.

La politique nataliste avait été continuée par Vichy, à sa façon : restriction du divorce, création des allocations familiales, institution de certaines primes (allocation de salaire unique). En même temps c'était la désagrégation de la famille par le S.T.O. Il s'attribua le mérite de ce redressement, sans doute à cause de sa devise mettant la famille à l'honneur.

L'après-guerre 1944-1967

Un redressement s'était opéré dans les faits et dans les mentalités : à partir de 1938, l'opinion avait répudié le malthusianisme, du moins en matière de population. Pendant la résistance, la réflexion avait continué, œuvre de MM. Sauvy et Debré (père). A la Libération, toute l'opinion demanda une politique démographique, consciente enfin de cette nécessité vitale pour la France de rajeunir sa population. Mais la gauche, surtout la S.F.I.O. ne suivait le mouvement que de loin : le mouve-



Collombert

ment fut capté et détourné par le M.R.P. qui s'intitula « parti de la famille ». Le général de Gaulle, dans ses discours donnait le ton : il annonça une politique et un plan de redressement pour donner à la France 12 millions de beaux bébés. Il y eut des premières réalisations, puis le mouvement s'enlisa : il resta surtout les allocations familiales enfin généralisées, et le quotient familial ; le prêt au mariage et l'allocation logement attendaient.

Ce redressement tant vanté de 1944 a en fait commencé bien avant, puisque les premiers signes apparaissent en 1939 et 1940. Il est dû pour une part aux mesures financières inscrites dans le Code de la Famille, et à une réaction de défense face aux populations hostiles qui croissaient « au rythme des garennes ». Aidé par les mesures financières dont il ne faut pas sous-estimer le rôle, il a été entretenu par le nouveau climat de la Libération où la fin de la guerre, la reconstruction, les réalisations dans le domaine économique et social ont été capitales, en même temps que la famille était enfin reconnue par l'État.

1946-1967. Les démographes sont surpris de voir les naissances être et demeurer si nombreuses. Le taux de natalité décline cependant lentement : au début cette tendance est normale car le chiffre de l'après-guerre ne pouvait se maintenir, mais, malgré des irrégularités, cette baisse tend à devenir constante. Comme la baisse est faible, elle n'inquiète personne jusqu'au jour où une accélération soudaine jette l'alarme et montre que le redressement de 1944 n'était pas permanent. Le déclin récent était en partie prévisible : le gouvernement gaulliste a délibéré-

ment choisi la stabilité dans sa politique économique aux dépens des salariés et de la majeure partie de la population : ce chemin mène tout droit au néo-malthusianisme, dont on voit maintenant les manifestations : chômage, crise du logement, retard dans les équipements scolaires et universitaires, insuffisance des équipements sociaux et culturels. Dans ce climat où l'avenir est incertain, la famille a tendance à se replier sur elle-même. Comment le gouvernement peut-il demander 100 millions de Français et refuser en même temps les moyens pour l'éducation, l'accueil de ces enfants ?

Une politique de la gauche

La gauche doit s'intéresser à ce problème qui est une clé du développement, et un élément de la situation des familles.

Rejetons une fois pour toutes l'assimilation entre croissance démographique qui ne peut être que très modérée en France, de 0,5 % à 1 % au maximum, et démographie galopante dans le tiers monde.

M. Sauvy a suffisamment montré la liaison entre croissance démographique et croissance économique pour reprendre le raisonnement ici. Rappelons seulement que les vieillards sont d'autant plus nombreux que les naissances sont rares, par le jeu des proportions. La situation est déjà assez critique à cet égard : 21 millions d'actifs entretiennent 29 millions d'inactifs, jeunes ou vieux.

Pour 1 000 actifs, il y aura en 1976, 298 vieillards contre 236 actuellement. Si le taux de natalité baisse, cette proportion sera plus forte, avec les charges qui grèveront notre économie.

Certes, les jeunes sont improductifs, mais ils obligent à préparer leur avenir : il faut construire des écoles, des logements et prévoir pour eux un emploi. Dans l'immédiat, ils consomment et stimulent l'économie par les investissements démographiques qu'ils causent, plus tard, ils travailleront et créeront des richesses et finalement de nouveaux emplois.

La gauche doit en outre se souvenir que la famille nombreuse est largement défavorisée et qu'une politique démographique est aussi une politique sociale, ce qui la différencie du natalisme ou de la propagande.

Dans la mesure où les moyens sont limités, il faut arriver à une redistribution juste et adaptée au but que l'on se propose.

Il faut mettre en œuvre une *politique d'information* : expliquer que la croissance n'amène pas le chômage, mais le développement, démontrer les relations entre la stagnation et le recul à tous les niveaux. Il y a là un grand nombre d'idées reçues qu'il faut combattre et détruire.

Améliorer le sort de la famille : les allocations familiales sont la pièce maîtresse du système d'aide et d'encouragement. Elles ont perdu leur force en ne suivant pas le coût de la vie comme le prévoyait la loi (cf. tableau). L'allocation doit être la reconnaissance par la société de l'enfant : le corollaire est la péréquation des charges que l'enfant entraîne par sa naissance.

Indice	1949	1964
Salaire horaire	100	370
Prestations familiales pour 2 enfants	100	190
» » pour 3 enfants	100	220
» » pour 4 enfants	100	230

Déduction par enfant grâce au quotient familial. Chiffres de 1964

L'honnêteté commande que les prestations familiales soient revalorisées et calculées sur ce que coûte effectivement l'enfant. La prime à la première naissance doit compenser l'investissement qu'elle entraîne avec les achats inévitables que la famille doit faire.

La progressivité des taux doit être forte surtout à partir du deuxième enfant car il se produit à ce moment un déséquilibre dans la structure de la famille, obligeant la mère à renoncer à son travail, ou à recourir à une

garde, rendant le logement trop petit, etc.

La question la plus délicate est celle du quotient familial qui a fini par devenir très injuste en favorisant les familles les plus riches. Il a été détourné de son but qui était de compenser les dépenses d'entretien de l'enfant. Or ces dépenses sont à peu près les mêmes pour chaque enfant : le superflu n'a pas à être financé par le quotient familial. On en est arrivé à un point d'aberration que les chiffres montrent très clairement :

Revenu mensuel	Nombre d'enfant :	1	2	3	4
700		Pas d'impôt			
1 000	Déduction :	280	Pas d'impôt		
2 000	» :	390	240	220	230
5 000	» :	1 700	1 150	890	890

Les titulaires de revenus élevés économisent 1 700 francs pour le premier enfant contre 280 pour celui qui n'a que 1 000 francs par mois. Il faut donc plafonner la déduction autorisée au titre du quotient familial.

Le traitement fiscal des allocations familiales est une autre aberration de notre système : comme elles ne sont pas soumises à l'impôt, le titulaire de revenus importants se trouve mis sur le même plan que celui qui n'a que le S.M.I.G. Est-ce

une politique familiale ou un système favorable aux gros salaires ?

Il faut revoir tout cela, remettre en question l'attribution d'aides à ceux qui ont de gros revenus, considérer à nouveau le système de redistribution, pour n'aider que ceux qui ont vraiment besoin de cette aide.

L'aide financière est insuffisante si elle est battue en brèche par d'autres influences.

On connaît l'influence de la crise du logement sur la natalité. Combien

de naissances sont différées ou refusées à cause du logement trop petit ou insalubre ?

Développer les équipements collectifs : maternités, crèches, pour accueillir les enfants en bas âge lorsque la mère travaille. Des garderies et des écoles maternelles et des aides familiales dont le rôle pourrait se développer pour dépanner la mère submergée et par la même occasion l'informer et l'éduquer.

Les parents doivent être assurés qu'il y aura une place pour leur enfant à l'école et qu'il y recevra un enseignement de qualité. L'université, la formation professionnelle et une éducation permanente favorisant les conversions et les passages d'un secteur à l'autre : tout cela est fort proche de la politique démographique, car une naissance est déterminée pour une large part par une anticipation : qu'elle soit pessimiste, et le couple s'abstient. C'est pourquoi, une expansion économique incite à la croissance tandis qu'une

atmosphère de crise avec le chômage pousse au malthusianisme.

Cette politique qui allie les incitations financières avec le souci d'une orientation générale dynamique est la seule compatible avec la liberté de la famille de grandir à sa guise et à son rythme propre : une information complète et des dispositions matérielles aident la famille à choisir objectivement sa vraie dimension parce qu'elle n'est pas contrainte par une propagande et parce que la société ne l'oblige pas à se limiter.

Trop souvent la gauche a laissé aux modérés l'initiative en matière de population : alors la politique est incomplète ou réactionnaire. Espérons que ces temps sont révolus et que demain apportera des options claires en la matière. □

Lire sur ce sujet deux petits ouvrages de base : A. Armengaud : « La population française au XX^e siècle ». Que Sais-je ? J. Derogy et F. Lescaut « Population sur mesure. Société n° 1 ». Le Seuil.

Rencontres méditerranéennes

Belgrade travaux préparatoires

Une rencontre destinée à préparer la prochaine rencontre des forces progressistes de la Méditerranée s'est ouverte à Belgrade, le 18 décembre. Jean-François Pertus, membre du bureau national, y représente le P.S.U.

On se souvient qu'une première rencontre s'était tenue à Bologne à la fin du mois de septembre dernier et qu'elle avait réuni les représentants de 10 partis et mouvements : U.N.-F.P. (Maroc) ; F.L.N. (Algérie) ; Union socialiste arabe (Égypte) ; Baas (Syrie) ; E.D.A. (Grèce) ; Alliance socialiste (Yougoslavie) ; P.S.I.U.P. (Italie) ; P.S.U. (France) ; F.L.P. (Espagne) ; Front national de libération (Portugal).

Depuis cette date et comme l'avait prévu la conférence, toute une série de rencontres bilatérales entre les participants, ont permis de confronter les positions et de préparer les bases d'une nouvelle rencontre générale. Le P.S.U. pour sa part s'est tenu en contact étroit avec le P.S.I.U.P. italien ; il a rendu visite à Alger au F.L.N., que voyait également le P.S.I.U.P. ; il a rencontré à Paris les représentants du Baas syrien, puis le 16 décembre a reçu au siège du parti une délégation du F.L.P. espagnol et du Front de libération portugais.

Deux questions essentielles se sont posées aux organisateurs de la conférence. La première est celle de son élargissement : les partis et mouvements réunis à Bologne se sont trouvés unanimes à souhaiter que les partis communistes des pays méditerranéens acceptent, dans des formes qui restent à discuter, de participer à la prochaine rencontre. Des contacts encourageants ont été pris à ce sujet

tant avec le P.C.I. qu'avec le P.C.F.

Au contraire, la très grande majorité des délégations s'est refusée à étendre les invitations à des organisations qui ne s'opposent à la politique américaine (et le plus souvent essentiellement par des manifestations verbales) qu'en fonction de positions nationalistes. Il ne peut non plus être question d'inviter à la rencontre méditerranéenne les forces qui prônent encore le maintien de leurs pays au sein de l'Alliance atlantique ou qui adoptent une attitude équivoque en ce qui concerne le soutien à la lutte du peuple vietnamien. Un tel élargissement ne serait bien entendu que celui de la confusion.

Ce problème des participants à la Conférence est en effet directement lié à celui du programme de travail que l'on veut fixer à celle-ci. Les débats de Bologne ont précisé clairement que la lutte anti-impérialiste doit être liée au combat contre les structures économiques et sociales du capitalisme. C'est sur cette base parfaitement claire que les forces progressistes de la Méditerranée ont un besoin urgent d'ajuster et de coordonner leurs stratégies, diverses dans la mesure où elles s'appliquent à des situations différentes, liées les unes aux autres dans la mesure où l'adversaire est commun et le but identique.

Il est probable que la conférence préparatoire de Belgrade permettra de lever à ce sujet les dernières ambiguïtés et qu'avant la fin de janvier 68 l'ensemble des forces qui sur une rive ou l'autre du bassin méditerranéen entendent mener en commun le combat, pourront se retrouver dans une conférence plénière qui se tiendra sans doute en Italie. □

Grands ensembles

Sarcelles, école de la démocratie

Claude Artus

Une étape importante vient d'être franchie dans l'expérience en cours à Sarcelles depuis 18 mois. Jeudi dernier, en effet, à l'issue de 35 séances de négociation, le directeur de la S.C.I.C. — filiale de la Caisse des dépôts et plus important propriétaire de France — a signé avec notre camarade Claude Neuschwander, président du Conseil des résidents de Sarcelles, une convention d'un type nouveau qui organise la gestion paritaire du grand ensemble.

Améliorer le confort et les conditions de vie dans une cité de 10.000 logements — soit 50.000 habitants — n'est pas négligeable. La chose prend de l'importance lorsque l'on sait qu'elle peut se généraliser à tous les grands ensembles qui se multiplient à travers la France. Elle devient une affaire à suivre lorsque l'on constate que toute l'expérience, et surtout son développement récent, est basée sur la participation des habitants aux décisions qui engagent leur avenir, donc sur la démocratie active.

De quoi s'agit-il ?

C'est une convention, signée par la S.C.I.C. et les organisations nationales de locataires qui a donné naissance aux Conseils de résidents. Signée le 24 juin 1965, cette convention déterminait, entre autres, le domaine et les modalités de la coopération :

— pour les loyers, il s'agissait d'une simple information des représentants des résidents ; la discussion pouvant cependant s'engager, comme cela a d'ailleurs été le cas, sur le contenu d'un bail à long terme ou sur la conversion des contrats de location en contrats d'accession à la propriété ;

— pour les charges, le Conseil des résidents était habilité à participer chaque année à l'élaboration du budget des charges (entretien des espaces verts, chauffage, eau, éclairage...), à s'informer des conditions de son exécution et à se faire communiquer tous les éléments relatifs aux factures et aux contrats ;

— pour les équipements socio-culturels enfin, les élus des résidents participent à la gestion des équipements socio-culturels du grand ensemble : la maison de quartier de l'avenue Anna-de-Noailles par exemple.

Un premier bilan

En fait, le Conseil des résidents a été amené à dépasser assez largement ce cadre initial : pour les loyers, il

a négocié les conditions particulières d'indexation d'un bail à long terme qui éviteront aux locataires de subir au début de 1968 l'augmentation de loyers prévue par la S.C.I.C. : 100 à 140 millions d'anciens francs seront ainsi économisés chaque année par les habitants du grand ensemble. Il s'est très largement préoccupé des problèmes d'urbanisme d'une cité dont le développement s'était jusqu'alors effectué de façon désordonnée.

Il s'est constamment efforcé d'associer les habitants aux décisions qu'il était amené à prendre dans le cadre de ses relations avec la S.C.I.C. en organisant, quartier par quartier, des assemblées d'information où les habitants pouvaient exprimer leurs critiques, leurs suggestions, leurs demandes.

Il a multiplié les enquêtes sur tous les sujets dont il devait s'occuper (état des logements, activités des associations diverses qui pullulent sur le grand ensemble, besoins des habitants en matière d'équipements socio-culturels, équipement en statues du grand ensemble...).

L'organisation de la cogestion

Il y a un an, pour suppléer aux insuffisances d'une gestion menée de Paris par des services administratifs centralisés, aux structures cloisonnées et donc lourdes, la S.C.I.C. avait créé sur place, une société coopérative de gestion, sorte d'antenne du siège ; un contrat de coopération donnait à cette coopérative de gestion des pouvoirs et des responsabilités ; malgré les réticences des services centraux qui craignaient de se voir privés d'une partie de leurs attributions, cette coopérative de gestion avait réussi à montrer l'efficacité possible d'une gestion décentralisée.

Pour pouvoir s'associer, de façon paritaire, à cette société coopérative les résidents ont décidé en accord avec la S.C.I.C. de se constituer eux-mêmes en société coopérative : cette deuxième coopérative — des résidents — constituera avec la première — représentant la S.C.I.C. — une union de coopératives qui comprendra un nombre égal de représentants des sociétés propriétaires et de représentants des résidents — qu'ils soient locataires ou copropriétaires. Elle héritera en fait de l'ensemble des responsabilités qui étaient jusqu'alors dévolues à la seule coopérative de gestion

— cette union de coopératives sera informée des questions importan-



Qu'est-ce qui fait courir Sarcelles ?

tes de loyers, de gestion, d'entretien, de relations avec les locataires, les fournisseurs, les collectivités publiques et privées, de travaux complémentaires et d'opérations d'urbanisme ;

— elle sera consultée sur les dispositions de nature à influencer sur la tenue du groupe ou sur l'état des relations avec les locataires, sur les charges d'entretien, d'engagement, de contrôle, de surveillance de la totalité des travaux et des fournitures, sur les relations avec les locataires et les collectivités, sur l'évolution des plans d'urbanisme ;

— elle sera associée aux décisions en matière de charges et de relations avec les locataires et les collectivités ;

— enfin, elle participera aux décisions concernant l'utilisation des bonis, c'est-à-dire la différence entre les loyers perçus par la S.C.I.C. et les charges ou amortissements payés par elle. Ces sommes, qui seront individualisées pour le grand ensemble, pourront être utilisées soit pour l'équipement de la cité, soit pour l'amélioration de logements construits il y a un certain nombre d'années : surface des pièces, qualité des équipements, insonorisation...

Par contre, il est convenu que ce système n'entrera en vigueur qu'à partir du moment où la coopérative aura recueilli l'adhésion effective de la moitié des résidents, soit 5.000 adhésions, à raison d'une seule par logement.

L'avenir de l'expérience

La chose est donc loin d'être jouée ; et les animateurs du Conseil savent bien qu'il leur sera difficile d'arriver à vaincre l'inertie des gens. Aus-

si comptent-ils développer un grand effort d'information d'ici les élections de février prochain.

Mais quoi qu'il advienne, ce qui a été obtenu d'une société propriétaire aussi importante que la S.C.I.C. peut déjà servir de référence aux futures négociations que mèneront des associations de locataires dans tous les grands ensembles qui existent ou qui se construiront dans les années à venir. La mise en place de structures de participation effective concernant des problèmes auxquels les gens sont naturellement très sensibles — ceux de leur vie quotidienne — doit amener une sensibilisation aux problèmes de la vie communautaire et constitue donc une sorte d'introduction aux problèmes politiques. A cet égard, la réussite de la mise en place d'une coopérative devrait amener un développement du sens collectif de personnes qui ont tendance à se replier sur elles-mêmes.

On peut d'ailleurs imaginer que, si l'expérience réussit, on aille plus loin ; la structure coopérative pourrait prendre de l'autonomie par rapport à la S.C.I.C., lui rembourser globalement l'amortissement des sommes investies et se substituer à elle pour tout ce qui reste encore du domaine propre du propriétaire : on pourrait ainsi arriver à une conception nouvelle du logement considéré comme un service autogéré totalement par ses usagers. N'y a-t-il pas là l'amorce d'une réalisation authentiquement socialiste ?

Est-ce un rêve de penser qu'en février prochain les électeurs de Sarcelles donneront de la consistance aux idées de participation et de cogestion qu'implique la convention signée la semaine dernière ? □

Fêtes

La vitrine du père Noël

Alain Echegut

Dans la nuit du 24 décembre, aux douze coups de minuit, des millions d'enfants se précipiteront devant la cheminée de la salle à manger, autour du sapin illuminé, au bord de la crèche — suprême récompense après de longues semaines d'attente, visites des magasins, rêves féeriques.

Pendant un mois, des millions de parents ont parcouru les rayons à la recherche de « la poupée qui parle », de la boîte à outils, du mini-vélo pliant, de l'orgue électronique.

« Les gens vont dans les magasins connaissant le jouet qu'ils veulent acheter. Mais devant l'éventail offert, la diversité, ils restent indécis, attendent la fin de la journée — gagnés par la fatigue — pour acheter n'importe quoi. »

Pour avoir parcouru des samedis entiers les rayons de jouets, dans le brouhaha, la chaleur, les bousculades, je reconnais volontiers les paroles de cette vendeuse.

Tension accrue lorsque l'enfant accompagne ses parents : il veut voir, donc toucher, entendre parler, grimper sur le vélo, renverse un jeu de construction, pleure pour garder l'ours en peluche.

L'inventaire

— « La poupée qui pleure, c'est ici, Madame ! Christine, la première poupée au monde qui sourit et pleure. Il suffit de lui baisser le bras pour qu'elle fasse la moue et pleure de vraies larmes lorsqu'elle a bu son biberon — en levant le bras, elle sourit à nouveau (fonctionne sans pile : 75 F). »

— « Il ne parle plus le lion, il est fatigué ? »

— « Si Madame, écoutez », à nouveau, la vendeuse tire sur une ficelle reliée au ventre du lion, un sourd grognement se fait entendre.

Inlassablement, ces jeunes « Père Noël » expliquent, animent les jouets, pour le plaisir des enfants, des parents, souriantes sous les halos lumineux, dans ce monde du rêve et de l'imagination.

Parmi les jouets présentés pour Noël 1967, peu de nouveautés, mais des perfectionnements.

Jouets rationnels :

« Dans mon stand, je n'ai que des objets animés. Depuis l'année dernière Mattel (une des plus grosses

marques américaines) a lancé ces nouveautés. Vous avez entre autres, la poupée Patricia qui marche toute seule, ouvrant et fermant ses yeux bleus. Elle fonctionne avec deux piles de 1,5 volt, taille 50 cm (130 F). Sophia, la seule poupée qui chuchote en remuant les lèvres. Elle dit 11 phrases différentes : « Je te promets d'être sage — serre-moi fort dans tes bras... » (fonctionne sans pile, 110 F). Christinette, 17 cm, rit, pleure, crie. Il suffit de lui appuyer sur le ventre. Lorsqu'elle boit son biberon, de vraies larmes coulent de ses yeux et elle mouille ses couches (27,50 F). Larry, le lion, rugit et parle (125 F). Tom et Jerry : le chat Tom tient la petite Jerry prisonnière dans sa main. Leur conversation est émaillée de bruits divers. Tom est une marionnette (55 F).

Ensuite nous avons la collection : « Barbie et ses amies » : poupées-mannequins, jambes articulées, taille pivotante, cils implantés (24,50, 19,50 F... ce n'est plus la poupée, mais la femme type américain).

Dans un autre domaine « Mattel-O-Phone » permet à l'enfant d'établir un dialogue avec ses personnages préférés : Blanche Neige, La Belle au Bois Dormant, etc. Des silences sont prévus pour lui permettre de répondre aux questions. 24 voix différentes sont enregistrées sur 3 disques incassables. (Fonctionne à l'aide de 2 piles 1,5 volt, 79,50 F).

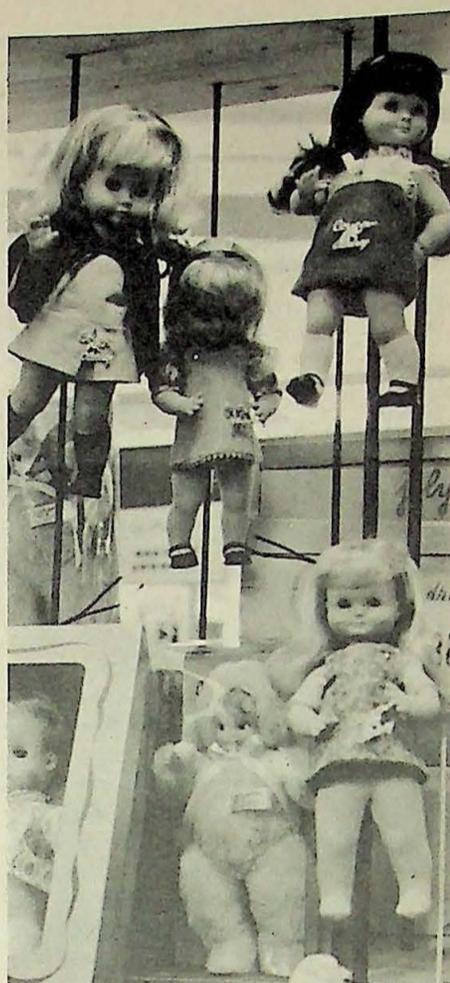
Le fabricant français Gé-Gé donne également 2 gammes de poupées : Poucet, Eric, Dominique, aux visages de bébés (Poucet pleure, remue dans son berceau mais dès qu'on le prend dans les bras, il s'arrête de pleurer).

Et la série « Mily dans le vent » poupée mannequin articulée, garde-robe à l'avant-garde parisienne.

Nous terminerons avec les poupées de Pénét (la vitrine lumineuse 120 F au Bon Marché), à mon avis figurines de collection : petits amoureux, couples de mariés, le poète, etc.

• Les peluches « Betella » gardent leurs caractéristiques : l'ours, le lapin, le chien. Certaines peluches sont immenses pour les enfants.

Chez « Lang », le chien Dog, peluche acrylique, longs poils, coloris divers (58 F), le chat Pyjama, peluche grise, sac à pyjama avec glissière (50 F).



La féminité dès l'enfance.

• Jouets de premier âge Baby-lord : le fabricant « Comano » indique la « Gyrette » : une légère pression sur l'animal en caoutchouc (ours, mouton, poussin) on met en mouvement des spirales de couleurs vives, créant des effets optiques amusants. Le hochet Babyscope, formant miroir concave : il réfléchit les couleurs vives d'un cube suspendu dans la boule transparente. Le Nuage musical : l'enfant tire sur la bille et le petit musicien en bois laqué remonte dans son nuage en déclenchant une vraie boîte à musique. Les jeux Mako : reproduction en deux couleurs, dessins, menus, Mako-moulages, jeux composés de moules en latex et en matière plastique qui permettent à l'enfant de réaliser en plâtre des sujets et des bas-reliefs, puis de les décorer : Mickey, Donald, Tintin, etc.

• Jeux de constructions : « Fischertechnik », pièces en nylon s'assemblant par simple glissement. Aucune vis ni écrou. Ces différents éléments permettent de recréer tout un monde technique. Les pièces d'une excellente rigidité, sont fixes ou mobiles.

« Meccano » permet de construire une variété de modèles, depuis le pèse-lettre, l'avion d'observation, jusqu'au moteur de moto à deux cylindres.

Pour les plus jeunes, « Djeco », jouets démontables en bois, puzzles, jeux de tressage et construction, le tableau enchanté (oscar du jouet), magnétique avec figurines en matière plastique, permet aux enfants de composer des tableaux et de les ani-

mer en déplaçant personnages et animaux pour exprimer les histoires qu'ils imaginent.

La maison de « Tadie-Muz », spacieuse, démontable, cloison extérieure s'enlevant, murs intérieurs mobiles ; on peut changer à volonté la disposition des pièces (la résidence 110 x 57 x 27 cm sortira en 1968, 299 F).

« U Magic », fil à découper électrique, chauffé par une pile de 4,5 volts découpe sans effort de grandes plaques de mousse imprimées, ouvre la voie à toutes les créations personnelles. La boîte de luxe contient tout le matériel nécessaire au découpage, coloriage et montage. La série « Heller Cadet », conçue spécialement pour les jeunes maquettistes débutants, afin de leur donner une possibilité de « se faire la main » sans être rebutés par un modèle trop compliqué à assembler : à partir de 3 F voiliers, avions — de 10 à 20 F, Mirage, Caravelle — 30 à 50 F, croiseur Colbert, porte-avions Clemenceau, Concorde.

• Jouets électro-guidés : « Tiercé 24 » (oscar du jouet) et « le circuit 24 ». Chevaux et automobiles téléguidés, du jouet à la réalité (coffret jusqu'à 299 F pour le tiercé et 499 F pour le circuit).

• Trains électriques : Locomotives « Marklin » (Allemagne) dégagent de la fumée — toute la gamme de motrices : suédoises, françaises, suisses, italiennes, autrichiennes.

« Horneby-Acho », reproduit la locomotive CC 7100 de la S.N.C.F. qui a battu le record du monde de vitesse à 300 km/h. Le modèle fonctionne indifféremment sur rails ou caténaire grâce à un inverseur manuel. Double inversion automatique des feux. Roues à bandages. A côté du moderne, l'époque héroïque : le train « Rocket » de Stephenson (8-10-1829) — train XIX^e siècle « Lord of the isles » (seigneurs des îles), trains anglais de l'époque Victorienne — train Western « Davy Crockett » reproduction d'un train de l'époque de la conquête de l'Ouest américain.

• Automobiles miniatures : domaine du collectionneur, vu la fragilité du jouet. « Dinky Toys », la Matra, 2 CV 1966 capot ouvert, Taxi radio G 7 404 Peugeot, la R4 Renault, ainsi que le paquebot France.

COURRIER DU P.S.U.

Mensuel intérieur
1^{er} numéro de rentrée : vient de paraître.

Abonnement de lancement :

10 F jusqu'à la fin décembre.
15 F à partir du 1^{er} janv. 1968.

Prix du n° : 2,50 F.

Administration :
54, bd Garibaldi, Paris (15^e).

C.C.P. 5826-65 Paris
Rédaction :
J. Arluys, 81, rue Mademoiselle,
Paris (15^e).



Jeux interdits.

Collombert

« Chez Solido », outre les voitures grand tourisme, une collection d'anciennes voitures : Mercedes SS 1928, Voisin 17 CV, Hispano Suiza 1926, cette année la Fiat 525 N, la Duesenberg.

● **Jeux éducatifs** : « Miro Company » a obtenu le diplôme du meilleur jeu avec « les Pionniers du Rail » : la construction des lignes de chemin de fer au Far West met aux prises plusieurs compagnies. Des trains miniatures se déplacent sur de vraies voies que les joueurs construisent eux-mêmes. L'oscar du jeu de société revient à « Formule 1 » : reflet des courses automobiles. Grâce à un tableau de bord, le conducteur contrôle à tout moment la progression de son engin sur la piste. Chez « Nathan », les traditionnels puzzles pour les petits (Pipiou, Schuss champion olympique...), les grands Lotos, et les grands jeux de société : Cap de la Lune (23 F), grands jeux des routes de France (34 F), etc.

La nouveauté 1967, viendra d'un domaine qui devrait être formellement prohibé : la violence. Après les armes en plastique, fidèles reproductions, l'Amérique nous envoie des guillotines et des machines à supplices : en déclenchant le coupe-ret, on fait tomber la tête sanguinolente du condamné, allongé sur la planche, dans un panier d'osier. Outre King-Kong et Dracula, les machines à supplices :

— un homme écartelé sur un échafaud, une chaîne entoure le nez.

Un déclat provoque la torsion, tandis qu'une poire simule les gémissements et les cris de douleurs ;

— une sorte de gnome, le cou pris dans une espèce de carcan, le dos courbé. Un dispositif meut un paquet de verges qui s'abattent rythmiquement sur les fesses du condamné (30 F).

L'industrie

● **L'industrie du jouet (1)** : le Syndicat national des Fabricants de Jeux, Jouets, Articles de Fêtes et Voitures d'Enfants a été créé en avril 1891 après la fusion des chambres syndicales de la Bimbeloterie et des Fabricants de Jeux et Jouets.

Le 1-7-1967, le syndicat national des Fabricants de Voitures d'Enfants s'est dissout et ses membres ont adhéré au Syndicat national des Fabricants de Jeux et Jouets.

Il en sera de même en janvier 1967 pour les membres de la chambre syndicale des Fabricants d'Articles de Puériculture qui sera dissoute à cette date.

Cette concentration ne peut surprendre, puisque les industries des Jeux et Jouets, de la Voiture d'Enfant et de la Puériculture ont de nombreux points communs (fabrication des jouets, actions communes).

La France est le cinquième producteur du monde, le deuxième du Marché commun.

1) **Nombre d'entreprises** : 591 (à l'exclusion de l'artisanat).

Répartition géographique :
— région parisienne : 35 % ;
— autres régions : 65 % (Rhône-Alpes 26 % ; Centre 12 % ; Est 12 % ; Sud-Est 5 % ; Sud-Ouest 3 % ; Nord 3 %).

2) **Nombre de salariés** : environ 18.000 (dont 4.000 travailleurs à domicile).

4) **Pourcentage du chiffre d'affaires total par famille de jouets**

— Poupées, habillages de poupées	12,57 %
— Jouets en métal	20,82 %
— Jouets en matières plastiques souples	9,58 %
— Jouets en matières plastiques rigides	13,14 %
— Articles de fêtes	11,47 %
— Jouets bourrés	5,12 %
— Jouets en caoutchouc	1,68 %
— Jouets en bois	6,62 %
— Jeux de société - Jeux éducatifs	8,14 %
— Jouets divers non spécialement désignés	10,86 %
	100 %

5) **Exportations** : 73.325.000 F.

Expansion : environ 4 % (par rapport à l'année 1965).

Répartition :

— Vers le Marché commun : 48 % ;
— Vers les autres pays : 52 %.

Principaux clients de la France en 1966 (par ordre d'importance) :

— Belgique ;
— Allemagne Fédérale ;
— Grande-Bretagne ;
— Italie ;
— Pays-Bas ;
— U.S.A.
— Suisse.

6) **Importations** : 135.789.000 F.

Augmentation par rapport à 1965 : environ 27 %.

Répartition :

— Provenance du Marché commun : 56 % ;
— Provenance des autres pays : 44 %.

Principaux pays exportateurs en France (par ordre d'importance) :

— Allemagne Fédérale ;
— Italie ;
— Grande-Bretagne ;
— Japon ;
— Espagne ;
— Pays de l'Est ;
— U.S.A.

● **Le jouet est une** :

— Industrie récente, marquée par son passé et son origine ;

— Industrie complexe en raison :
— de la variété des types de jouets fabriqués (60.000) ;

— de la diversité des techniques pratiquées (fonderie, travail des métaux, bois, carton, caoutchouc, matières plastiques, textiles) ;

Répartition :

	salariés	entreprises
— 1 à 50	500	
— 51 à 250	71	
— 251 à 1 000	20	

3) **Chiffre d'affaires** : 609.598.000 F hors taxe à la production :

— Marché intérieur : 536.273.000 F
— Exportations : 73.325.000 F

Le chiffre d'affaires (sur échantillonnage d'entreprises suivies depuis 3 ans) révèle une expansion réelle de 1,5 % (année 1966 par rapport à l'année 1965).

— de son caractère saisonnier : lourde servitude qui entraîne des difficultés de fabrication, de distribution, de stockage, de main-d'œuvre et de trésorerie.

Près de 80 % du chiffre total est réalisé au stade du commerce en novembre et décembre.

En ce qui concerne le Marché commun, les fabricants français craignent que ne soient mises en place dans l'immédiat des conditions d'échanges « artificielles », c'est-à-dire des conditions de concurrence fondées sur des législations sociales et fiscales dissemblables qui provoquent des disparités de prix que les plus grands efforts de productivité ne pourront compenser.

Et il apparaît effectivement que la suppression en juillet 1968 des droits de douane intracommunautaires et l'application généralisée en 1970 du régime de la T.V.A. (tel qu'il est proposé actuellement en Allemagne) risquent de défavoriser les industriels français du jouet.

Il en est de même du « Kennedy Round » qui ne modifiera pas sensiblement les disparités existantes sur le plan économique et fiscal des pays signataires ; or ces disparités sont la principale entrave à une expansion satisfaisante des exportations du jouet.

Aux douze coups de minuit, des millions d'enfants rayonneront de joie. Noël aussi, pour les enfants du Vietnam, du Brésil, de Nanterre, Noël, si les hommes de bonne volonté construisent des jouets pour enfants et non des guillotines. □

(1) Statistiques du Syndicat national des Fabricants de Jeux, Jouets, Articles de Fêtes et Voitures d'Enfants.

Commission des conflits

La Commission nationale des conflits s'est réunie les 12 novembre et 17 décembre pour se saisir d'une plainte déposée par le Bureau national contre Jean Poperen.

La Commission a entendu l'intéressé ; elle a constaté qu'il s'était mis en infraction avec les articles 3 et 29 des statuts du parti.

En conséquence, la Commission nationale des conflits, à l'unanimité, a prononcé l'exclusion de Jean Poperen du Parti Socialiste Unifié.

Visite du P.S.U. à la délégation du Nord-Vietnam

Une délégation du P.S.U. s'est rendue le 18 décembre au siège de la délégation générale de la République Démocratique du Nord-Vietnam en France et a été reçue par M. Mai Van Bo, délégué général. La délégation, conduite par Michel Rocard, secrétaire national, comprenait Marc Heurgon, membre du bureau national, Abraham Behar et Jacques Kergoat, membres du comité politique national, Jacques Chatagner.

Au cours d'une longue conversation, la délégation du P.S.U. a rappelé le soutien sans réserve qu'elle apportait à la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine, sur la base des 4 et 5 points de

la République du Nord-Vietnam et du F.N.L.

La discussion a porté en particulier sur le nécessaire prolongement du soutien matériel vers un soutien politique à la lutte du peuple vietnamien comme sur la liaison qui doit exister entre les luttes anti-impérialistes au Vietnam et en Europe occidentale, notamment à l'occasion de la lutte engagée en Europe contre le renouvellement du pacte atlantique.

Les moyens de rendre plus étroits encore les rapports entre le parti des travailleurs du Nord-Vietnam et le Parti Socialiste Unifié, ont été étudiés. De nouvelles rencontres sont prévues sur ce sujet.

Le P.S.U. et le BAAS syrien

A l'occasion de la visite officielle en France d'une délégation gouvernementale de la République Arabe Syrienne, le ministre des Affaires étrangères de Syrie, Ibrahim Makhos, a reçu le 14 décembre une délégation du P.S.U. composée de Marc Heurgon et de Jean-François Pertus.

En rappelant les liens d'amitié qui depuis plusieurs années unissent le P.S.U. au Baas syrien, Ibrahim Makhos a exprimé le souhait qu'une délégation de notre parti puisse de nouveau se rendre à Damas, afin de

poursuivre avec la direction nationale du Baas, les discussions qui concernent les deux partis. La date de cette visite se situera vraisemblablement dans les premiers mois de l'année prochaine.

Au cours de cet échange de vue, le P.S.U. et le Baas ont constaté l'identité de leurs positions en ce qui concerne le déroulement de la prochaine conférence des partis et mouvements progressistes de la Méditerranée. Ils ont décidé de maintenir entre eux des contacts étroits à ce sujet.

Déplacements des membres du B.N.

Au cours de la semaine écoulée, Michel Rocard, secrétaire national, était l'hôte des Fédérations de la Meurthe-et-Moselle, puis de la Mo-

selle. Samedi 16 décembre, il assurait un meeting fort réussi à Sallaumines (Pas-de-Calais). Dimanche 17 décembre, enfin, le secrétaire national et Harris Puisais animaient une réunion-débat sur l'alternative socialiste à Evreux, qui réunissait une centaine d'adhérents et de sympathisants.

Jacques Malterre s'est rendu de son côté à Saint-Brieuc, Saint-Etienne et Aix-en-Provence.

Jean-Marie Vincent à Rueil, Colombes et Ermont-Eaubonne.

Robert Chapuis à Verrières-le-Buisson et Marly.

Christian Guerche à Montreuil et Thiais.

Manuel Bridier dans la section de Paris 12^e et dans la section d'entreprise de Chatou.

Conférence nationale des ESU

Nous rendrons compte dans notre prochain numéro des débats de la Conférence nationale des E.S.U.

Nous donnons ci-dessus la composition de la nouvelle direction des E.S.U. :

SECRETARIAT NATIONAL :

- Jean-Pierre Sarrazac (Paris-Sorbonne), secrétaire national ;
- Jean-Claude Boisseau (Paris-Sciences Po), organisation ;
- Michel Capron (Paris-Droit), *Tribune Etudiante* ;
- Robert Destot (Paris-Grandes Ecoles), coordination parisienne ;
- Jacques Feret (Paris-Grandes Ecoles), international ;
- Dominique Gillet (Paris-Sorbonne), information.

COMITE POLITIQUE NATIONAL

- Michel Bac (Clermont-Ferrand) ;
- Luc Barret (Montpellier) ;

- Jean-Paul Bastide (Aix) ;
- Bernard Bobe (Poitiers) ;
- Jean-Louis Cardi (Paris-Sorbonne) ;
- Renaud Chauvet (Tours) ;
- Jean-Claude Duchêne (Lyon) ;
- Harry Jancovici (Nanterre) ;
- André Le Meur (Rennes) ;
- Philippe Limousin (Paris-Sorbonne) ;
- Jean-Pierre Masson (Paris-Grandes Ecoles) ;
- Pierre-Alain Muet (Paris-Centrale) ;
- Louis Payraudeau (Strasbourg) ;
- Jean Seguin (Grenoble) ;
- Jean Tercé (Paris-Sorbonne) ;
- Georges Vedel (Paris-Grandes Ecoles).

M.C.A.A.

Le samedi 16 décembre 1967 à 15 h 30 à l'appel du mouvement contre l'armement atomique et avec la participation de Claude Bourdet, conseiller de Paris, président du M.C.A.A., une cinquantaine de manifestants dont 7 « Pères Noël » ont distribué 5.000 tracts autour des vitrines du Printemps, incitant au boycott des jouets américains. « Pensez aux enfants vietnamiens sous les bombes ; parents, n'achetez pas à vos enfants des jouets de guerre, ne leurs achetez surtout pas de jouets américains, votre argent servirait à financer la guerre au Vietnam... » L'une des vitrines expose sous le panneau « série des jouets », un ensemble de mitraillettes et de fusils pour la plupart de provenance américaine ; c'est là, qu'au milieu d'une foule nombreuse plusieurs « Pères Noël » brisèrent sur le trottoir quelques maquettes de jouets de guerre. La police intervint, parfois brutalement ; mais en raison des difficultés de la circulation elle ne put embarquer que 11 personnes relâchées après vérification d'identité.

Nécrologie

Notre camarade Gilbert Glozmann ancien secrétaire de la XIV^e section de Paris n'est plus. Nous savions qu'il luttait courageusement mais son organisme profondément affecté par la déportation qu'il avait cruellement ressentie ne lui a pas permis de vaincre une nouvelle fois la maladie.

La XIV^e section et le parti tout entier regretteront en lui le militant dévoué et lucide qui a consacré toute sa vie à la cause du socialisme.

Nous adressons nos affectueuses condoléances à Mme Glozmann et à ses enfants.

Communiqués

● La commission agricole du parti demande aux camarades de la région parisienne intéressés par l'étude des problèmes économiques et politiques du monde rural ou ayant des activités liées à ce secteur, de se faire connaître en écrivant à J. Malterre, au secrétariat du parti.

● La 15^e section dispose encore de portraits de Che Guevara (40 × 54).

Passez les commandes à Francis Jan, 15^e section du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

3,50 F pièce ou 30 F les dix.

MATERIEL DISPONIBLE

Affiches :

- Le parti de votre avenir : P.S.U. 0,20 F
- Prenez un bon départ P.S.U. (l'avenir de votre région...) .. 0,23 F
- Bannière T.S. 0,04 F

Brochures :

- Programme enseignement 1 F
- Programme santé 2 F
- Critique du programme F.G.D.S. 2 F
- Le P.S.U., parti d'avant-garde... 2 F
- Statuts du P.S.U. 1 F

Cahiers du Centre d'études socialistes :

- Nos 64-68 : *L'Afrique recolonisée*, Th. Munzer et G. Laplace... 5 F
- No 69 : *Révolution culturelle et expression artistique*, Albert Marchais 2 F
- Nos 70-71 : *Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier*, débat public sous la présidence de J.-M. Vincent entre F. Bloch-Lainé, Ernest Mandel et Gilbert Mathieu 3 F

Paiement à la commande :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

TRIBUNE ETUDIANTE N° 8

(décembre 1967) est paru :

Au sommaire :

- la rentrée universitaire dans la rue ;
- les stratégies anti-impérialistes ;
- les ordonnances sur l'intéressement ;
- le point du débat théorique en Italie, des articles de Jean-Pierre Faye, Manuel Bridier, Alain Jouffroy et une interview exclusive de Jean-Luc Godard.

Adresser les commandes à « T.E. », 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e. Abonnements : 6 numéros : 5 F ; soutien : à partir de 10 F. Règlement par chèque ou mandat postal sur C.C.P. « Tribune Etudiante » : 19-702-50 Paris.

Algérie

Les vrais problèmes subsistent

Pour la troisième fois depuis que l'Algérie est indépendante, c'est le hasard des armes qui vient trancher à sa manière les difficultés politiques.

Ce fut d'abord, on s'en souvient, la marche des militaires et du « groupe de Tlemcen » contre le gouvernement provisoire. Un gouvernement de compromis, avec Ben Bella et le colonel Boumediene à sa tête, remplaçait l'équipe du G.P.R.A. Le peuple algérien sortait à peine de la guerre : il apprécia sévèrement les nouveaux conflits intérieurs. Bon nombre de militants se replièrent alors dans l'apolitisme.

Le développement de l'autogestion, les décrets de mars, le 2^e Congrès de l'U.G.T.A., la Charte d'Alger permirent cependant un nouveau réveil. Par-delà les erreurs de l'improvisation et les excès de la bureaucratie, les militants de gauche, dans leur grande majorité reconnaissent dans l'expérience Ben Bella une tentative intéressante, une ouverture vers le socialisme.

Le renversement de Ben Bella par son ministre de la guerre, le colonel Boumediene et par son chef d'état major, Tahar Zbiri, furent une nouvelle épreuve pour la jeune nation algérienne. La popularité de Ben Bella restait incontestée parmi les masses populaires. Des conflits éclataient avec les syndicalistes et les étudiants. Une opposition se formait, dont les responsables risquaient à chaque instant l'emprisonnement. Le gouvernement Boumediene n'en pratiquait pas moins une politique étrangère anti-impérialiste qui lui valait, sur ce point, le soutien de l'opposition socialiste alors même qu'elle suscitait des réserves chez ses proches collaborateurs.

Il ne semble pas, cependant, que le troisième coup de force, tenté la semaine dernière contre Boumediene par Tahar Zbiri, soit lié directement à la politique étrangère du régime, ni même au conflit latent qui opposait les syndicalistes et la « gauche » du gouvernement, dont le ministre du Travail Zerdani, à l'équipe des jeunes technocrates nationalistes, dont le ministre de l'Industrie Abdesslam est le plus brillant représentant. La révolte de Tahar Zbiri apparaît plutôt comme une revendication d'ancien combattant, comme l'expression des militaires de la guerre d'indépendance, déçus de se voir remplacés aux postes de commande par des techniciens civils plus compétents, mais quelquefois sans état de service dans la résistance.

On aurait tendance à simplifier le problème en parlant d'une simple querelle de clans ou de personnes. Il n'en reste pas moins que ce genre de querelle est incontestablement la preuve d'une faiblesse dans l'organisation politique de l'Etat et du parti. Si quelques éléments de gauche ont accueilli avec faveur la tentative de Tahar Zbiri, on ne saurait pour autant l'identifier à la gauche. Les dirigeants de droite, groupés à Casablanca autour de Belkacem Krim, ne l'auraient pas considérée non plus sans quelque vive sympathie. Son échec ne saurait donc être considéré comme une victoire de la droite, pas plus que sa réussite n'aurait signifié un progrès pour la gauche.

Les problèmes de la révolution algérienne demeurent fondamentalement les mêmes. Ils tiennent aux difficultés du passage de la lutte pour l'indépendance à la lutte pour le socialisme, de la transformation d'un Front national de libération en un parti révolutionnaire capable d'assumer la direction du pays dans une période de transition.

Tant que les questions politiques se résoudre au niveau des états-majors, par des dosages savants ou des putschs techniques, le risque sera grand de voir les masses populaires se détourner de la vie politique et le régime se transformer de plus en plus en un Etat totalitaire et technocratique, appuyé sur les seules forces cohérentes de l'armée et de la police. Le développement d'une ligne intérieure socialiste conforme à la ligne correcte adoptée par le gouvernement algérien sur le plan international, pour ce qui concerne la lutte contre l'impérialisme américain, ne dépend pas aujourd'hui d'un quatrième ou d'un cinquième coup d'état mais d'un retour à la source, c'est-à-dire à la volonté du peuple algérien lui-même, qui s'est battu pour son indépendance et qui a le droit aujourd'hui de faire connaître sa volonté. C'est le vœu de tous les amis socialistes de l'Algérie, qui ne sauraient approuver aucun complot militaire, d'où qu'il vienne, et pour qui le peuple algérien lui-même est le plus sûr garant des acquis révolutionnaires.

S'il ne convient donc pas d'accorder une importance politique excessive aux derniers événements, il faut pourtant appeler l'attention de l'opinion publique — et notamment de nos camarades algériens — sur l'inquiétude suscitée par le sort de Ben Bella, de Zahouane, de Bachir Hadj



Le colonel ZBIRI.

A.F.P.

Ali, de Mohamed Harbi et de leurs camarades emprisonnés sans jugement depuis le dernier coup d'état. Une lettre du professeur Jacques Berque, demandant au gouvernement algérien d'autoriser la visite des prisonniers (comme l'ont autorisée des gouvernements aussi réactionnaires que ceux de Grèce ou de Bolivie) est restée jusqu'ici sans réponse. Un télégramme dans le même sens a été adressé il y a quelques jours par Robert Merle au secrétaire général des Nations unies. Tous ceux qui ont soutenu la juste cause du peuple algérien dans la guerre d'indépendance et qui sont aujourd'hui ses alliés dans la lutte contre l'impérialisme ne peuvent que se joindre à cette demande, dans l'intérêt même de l'Algérie et de la solidarité internationale. □

Un bateau pour le Vietnam

En compagnie d'une trentaine d'organisations, notre parti a décidé de lancer une grande campagne de solidarité avec le Vietnam, afin d'acheminer d'ici quelques mois « un bateau pour le Vietnam ». (*)

Il s'agit maintenant que le parti tout entier, ses sections et ses fédérations, se mettent au travail pour faire de cette campagne un grand succès. A cette fin, nous donnons les consignes suivantes :

1° Les sections et fédérations peuvent se fixer des objectifs matériels (tant de quinine, une ambulance, du matériel scolaire, etc.), mais afin d'éliminer les problèmes de stockage et d'acheminement, nous vous demandons de collecter surtout de l'argent.

2° Toutes les sommes récoltées par le P.S.U. doivent être versées à : Dr Behar, C.C.P. 14-853-51 - Paris.

3° Il est souhaitable que se for-

ment, là où c'est possible, de larges comités unitaires organisant la collecte. Dans ce cas les sommes doivent être versées au C.C.P. commun : Pierre Brandon, 24-568-18 Paris.

4° Le B.N. proposera rapidement une date pour une journée nationale de collecte pour le Vietnam propre au P.S.U. Que les sections et fédérations prennent leurs dispositions.

5° Sans attendre cette date, il importe de prendre dès maintenant le maximum d'initiatives. "T.S." consacrera désormais toutes les semaines une rubrique rapportant les initiatives des sections et des fédérations dans cette campagne. Communiquez-nous vos initiatives en mentionnant sur l'enveloppe « T.S. - Bateau pour le Vietnam ».

Pas une section sans une initiative !

(*) Voir T.S. du 7 décembre.

SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour; pension complète, taxes et service compris; assurance accidents, ski et tiers; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : avant le 20 décembre et du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion; départs toutes les semaines du 22 décembre au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20.

Paris

Une ville au-dessus de nos moyens

Jacques Ferlus

Ils ont débarqué tous les deux, il y a une dizaine d'années, sur le quai de la gare Montparnasse. Ils ont maintenant deux enfants, une fille de dix ans et un garçon de cinq ans. Ils habitent un petit appartement de deux pièces dont ils sont propriétaires, dans une commune de la proche banlieue de Paris. Lui, travaille dans un atelier de traitement thermique des métaux. Elle, n'a officiellement pas de profession, mais pour arrondir les fins de mois, elle garde des enfants et fait quelques ménages.

— *Qu'est-ce qui vous a poussé à venir vivre à Paris ?*

— J'étais femme de ménage dans une maison de repos. Je gagnais 130 francs par mois. Un jour, on m'a proposé 200 F à Paris. Je suis arrivée à Versailles avec tout juste une adresse illisible sur un morceau de papier.

— Pour moi, c'est un peu pareil. Au retour du service militaire, il n'y avait plus de travail pour moi dans la ferme de mes parents. J'ai écrit à un copain à Paris qui m'a fait rentrer chez un maraîcher en Seine-et-Oise. Ensuite on m'a proposé une place dans une usine. Je n'ai pas hésité, car je gagnais le double. Sans qualification professionnelle, je faisais un travail de manœuvre très pénible. Les trois premiers mois, j'ai souvent eu envie de retourner dans mon village.

— *Et maintenant ?*

— Ça va mieux, d'ailleurs on se fait à tout. Depuis onze ans, je suis toujours dans la même "boîte". Pourtant, le traitement des métaux est un travail pénible, sale. On est, toute la journée, dans une température de 50°, l'été c'est encore plus fort.

— *Vous n'avez jamais envisagé de changer de place ?*

— Pour faire quoi ? Je n'ai pas de qualification. Sur ma feuille de paye je suis Pl, mais en fait je ne suis qu'un manœuvre. En restant onze ans dans la "boîte", j'ai fait mon trou, je gagne pas mal. En quittant ma place, je risque d'être moins bien payé.

— *C'est vraiment un bon salaire ?*

— Il rapporte une paye d'environ 1 250 F tous les mois. Je trouve que ce n'est pas mal, car je connais beaucoup de familles où le mari ne gagne pas plus de 800 F. S'il pouvait gagner autant pour moins d'heures, ce serait parfait. Mais actuellement s'il fait moins d'heures, il est moins payé...

— Oui, il y a une crise terrible dans le "boulot". On ne travaille presque plus le samedi. Les heures supplémentaires qui sautent, ça fait beaucoup d'argent perdu.

— *Vous avez, évidemment, un long trajet ?*

— Non. J'ai la chance de n'avoir que dix minutes de bus, mais je suis pratiquement le seul de l'atelier. J'ai un copain qui habite la banlieue nord, il prend le train, le métro et à nouveau le train. Ça lui fait deux heures de transport matin et soir. Pour la majorité des gars, il faut compter une heure, une heure et demie.

— *Madame, pourquoi travaillez-vous ?*

— Avec le salaire de mon mari on pourrait vivre. C'est-à-dire manger, se loger, s'habiller, entretenir la maison. Mais il faut bien prendre des vacances, arranger la maison. Nous avons acheté la télé.

— Le logement... quel problème... Quand nous nous sommes mariés, nous nous sommes installés dans une chambre de bonne chez les gens qui m'employaient. J'ai trouvé une autre place, chez des gens qui occupaient une maison de dix-sept pièces et qui nous ont logés dans leur grenier. Nous avons vécu là tout un hiver sans chauffage. En contrepartie, je devais m'occuper de leur maison et mon mari de leur jardin. Quand la petite est née, ils nous ont cédé trois pièces. Plus ma fille grandissait, moins ma patronne supportait de la voir dans mes jambes. Avant que ça ne tourne au vinaigre, nous avons cherché autre chose.

— *Et vous avez acheté cet appartement ?*

— Vous avez vu ces deux petites pièces et ce petit bout de cuisine, ça valait 30 000 F. Il nous a fallu emprunter partout. Sur le salaire de mon mari, qui était alors de moins de 1 000 F, il fallait chaque mois retirer 150 F pour rembourser l'argent que lui avait prêté son patron. Tous les trimestres nous remboursions 600 F, en plus il fallait mettre de l'argent de côté pour rembourser les prêts. Avant d'entamer la procédure d'achat nous avons dû donner 4 000 F au notaire. Finalement cet appartement de 30 000 F nous l'avons payé plus de 40 000 F.

— Avec nos deux gosses qui grandissent, c'est trop petit. Bien sûr cet appartement peut nous servir de capital de base pour acheter autre



Dans la souricière.

Collombert

chose. Mais recommencer pendant des années à payer 500 à 600 F par mois, c'est trop. Surtout que, vu la situation de l'emploi actuellement, je ne peux pas garantir que je pourrais payer régulièrement.

— *Et les loisirs ?*

— Pouvoir sortir ! c'est mon rêve... Mais avec les enfants ce n'est pas possible. Et c'est cher. Si je le pouvais, je sortirais beaucoup. Mon mari n'est pas comme moi, il aime le calme et la tranquillité. C'est un peu le brave pépère...

— Que voulez-vous, quand je rentre le soir il est 8 h 1/2, c'est trop tard pour sortir et en plus je suis crevé. Tous les gars de l'atelier sont comme moi, personne ne sort.

— *Vous n'êtes pas attirés par le théâtre, le cinéma ?*

— Le théâtre ! Le théâtre ! Il faut le comprendre. Moi je ne suis pas assez instruit. J'ai quitté l'école à treize ans, j'avais quatorze ans la première fois que je suis allé au cinéma. L'instruction c'est beaucoup et en France il n'y a pas de quoi être fier de l'éducation qu'on donne... Non, un ouvrier comme moi ne peut rien comprendre au théâtre. Quand on n'est pas instruit que voulez-vous qu'on aille y faire ?

— C'est vrai. Le théâtre, je trouve que c'est bête. Je n'y comprends rien, rien du tout. C'est bête quoi. A la télé quand il y a du théâtre, je ne peux pas le supporter. Par contre, ce qui me plairait, c'est la danse, les ballets.

— *Le cinéma ?*

— On a voulu y aller une fois avec les enfants. Pour le film que nous voulions voir, il fallait compter 10 F la place... Nous nous sommes

retrouvés au Cineac de la gare Saint-Lazare.

— *Alors, que faites-vous de vos temps libres ?*

— Il y a la télé, quand ce n'est pas trop compliqué. Ça permet de connaître beaucoup de choses. Nous lisons aussi beaucoup. Toutes les trois semaines nous allons chercher des livres à la bibliothèque municipale.

— Je crois que la seule chose qui compte vraiment, ce sont les vacances. Mon mari est resté deux ans sans prendre de congés, à cause de l'appartement. Maintenant nous passons un mois d'été dans une maison familiale. Pour le faire nous économisons toute l'année. Notre rêve c'est de pouvoir acheter une voiture et aller à la campagne le dimanche.

— *Les enfants ?*

— Ils ne sont pas heureux, ça se voit bien. Ici, dans la maison, ils ne peuvent pas bouger, ils ne peuvent pas étaler leurs jouets. Je fais tout pour les sortir le plus possible, mais ici il n'y a qu'un square pour 60 000 habitants. C'est le dimanche, au square, qu'on voit qu'il y a encore beaucoup de gens qui n'ont pas de voiture.

— *En définitive, la vie à Paris ?*

— Ce n'est pas tellement marrant, mais ça doit bien être partout pareil. Paris, à mon avis, est une ville au-dessus de nos moyens, c'est ça qui est grave. Il faut constamment se battre et c'est presque toujours pour rien. Il faudrait que ça s'arrange, mais je n'y crois pas beaucoup, surtout quand je vois tous les gars qui sont obligés de "ramper" pour trouver, ou pour garder un "boulot". Le progrès on en parle souvent, mais on ne peut pas dire qu'on va vers lui. □

Livres

Expertise de la politique

Maurice Combes

René Pucheu, qui fonda l'équipe politique de la « Vie Nouvelle », dont est né « Citoyens 60 », nous livre dans cet ouvrage (1) ses réflexions sur la politique.

René Pucheu offre ce guide qu'il voudrait un peu analogue aux « guides verts, bleus ou rouges dont se servent les touristes ». Et pour entreprendre ce voyage au pays de la politique, il s'appuie sur un grand nombre d'auteurs, au point de céder un peu à la tentation de faire œuvre d'anthologiste.

De la mystique à la politique

En effet, s'il est vrai comme l'affirme René Pucheu, qu'« on ne peut vivre son temps hors de la politique », il est vrai d'autre part qu'on ne saurait confondre mystique et politique. A l'inverse de Péguy, l'auteur déplore que la politique se soit dégradée en mystique et que l'on ait cru au Grand Soir et aux Lendemain qui chanteraient.

Encore faut-il définir exactement ce qu'est la politique. L'auteur s'y emploie dans la première partie de son livre intitulée l'essence de la politique, où il montre que celle-ci englobe beaucoup de choses, qu'elle est « naturellement illimitée » puisqu'elle pose le problème de la survie de l'espèce avec l'irruption du tiers monde en proie à la faim et avec l'apparition de l'arme thermonucléaire. C'est pourquoi — et Pucheu a raison sur ce point contre les technocrates qui sont d'ailleurs des idéologues à leur manière — « il est vain d'espérer, comme d'aucuns l'imaginent, que la politique pourra relâcher des liens qu'elle a contractés avec la philosophie au cours d'un siècle et demi d'idéologisation sans doute outrancière ».

La politique n'est pas essentiellement le domaine des experts, pas plus qu'elle n'est celui des moralistes. Citant Machiavel et Merleau-Ponty, Pucheu affirme : « La politique n'est donc ni immorale ni morale, elle a sa morale particulière qui est une morale dure sinon une morale pure. »

Cependant si une politique se juge avant tout à travers ses conséquences pratiques, si la politique ne doit pas « se laisser dévoyer par le rêve », elle ne peut manquer non plus de faire sa part à l'utopie, dans la mesure où elle implique certaines finalités.

Mais là encore certains des idéaux mis en avant risquent de s'avérer trompeurs : « chaque fois que la politique a socialisé le bien commun — quelle qu'en soit l'appellation : bien du peuple, de l'Eglise, de la race, etc. — elle a viré au totalitarisme ».

Intéressantes également sont les remarques sur le rôle du citoyen éclairé et du citoyen engagé.

En tout cas René Pucheu souligne « que l'on fait de la politique dès que l'on participe à un groupe dont l'action tend à modifier ou à maintenir l'organisation des rapports sociaux sous quelque aspect que ce soit. »

On retiendra aussi les portraits que trace l'auteur du politicien pratique dont la psychologie s'apparentant à celle du vendeur, exige intelligence plus que passion intellectuelle.

D'une autre dimension est évidemment l'homme d'Etat, le grand politique qui ressemble davantage à l'artiste, qui doit concilier la passion ardente, le sentiment de la responsabilité, « le froid coup d'œil, enfin le courage ».

La politique d'aujourd'hui

Dans la seconde partie du livre, consacrée à l'aujourd'hui de la politique, l'auteur estime qu'« alentour de l'année 1957, une nouvelle étape de l'évolution a commencé. » Nous serions entrés dans « le second vingtième siècle », caractérisé par une révolution culturelle (dépassement du vieil humanisme, apparition du structuralisme), par une révolution économique (développement des sociétés industrielles, triomphe du néo-capitalisme), par une révolution politique (crise du système parlementaire, tentatives de structuration des continents, fin de la guerre froide).

De cette évolution, il est résulté l'apparition de nouveaux mythes, en particulier celui de l'abondance qui amènerait « la fin de la politique ».

Sceptique sur la disparition des classes, l'auteur considère qu'il est d'autres sources de tension à l'intérieur des sociétés modernes : divisions entre dirigeants, tensions « horizontales » entre centres de décisions, tension « verticale » entre gestionnaires et exécutants, tension entre non-privilegiés, oppositions entre villes et campagnes, déséquilibres régionaux, conflits de générations, di-

vision par sexe et, *last but not the least*, les rivalités raciales.

Par contre, René Pucheu estime que les réformes sociales et la croissance économique entraînent l'affaiblissement de la conscience de classe, le passage de la lutte des classes à la lutte corporative, la crise du syndicalisme.

Le socialisme doit également se préoccuper du problème de la participation qui englobe la participation-communion, la participation-contrôle (revendiquée par les syndicats), la participation-association (qui à notre avis, demeure le but du socialisme, une fois transformée la structure de la société).

Manifestement l'auteur ne croit guère à cette dernière forme de par-

ticipation et a tendance à se rabattre sur la participation à la gestion locale ou au niveau de l'entreprise tout en reconnaissant les limites du micro-socialisme.

Le dernier chapitre du livre consacré au problème de la guerre et de la paix entre les nations pêche peut-être par pessimisme.

Signalons enfin que l'auteur recommande un certain nombre de livres nécessaires à une culture politique et rendons hommage à la haute culture, à la bonne foi d'un honnête homme, au sens du XVII^e siècle. □

(1) « Guide pour l'Univers politique », René Pucheu. Aux Editions Ouvrières : 15,45 + T.L.

Une solitude peuplée

Rémy Grillault

Su Casa c'est la maison que Rodrigo se construit au sommet de la colline, pierre à pierre, jour après jour, sans hâte, avec un entêtement tranquille, une fois terminée sa journée de travail au chantier. De cette vie-là, de Rodrigo réduit à l'état d'objet, de chose, nous ne saurons rien. Ce qui intéresse l'auteur c'est l'autre Rodrigo, le vrai, c'est-à-dire l'homme rendu à la liberté du travail créateur qui est sa dignité fondamentale. Celui-là nous est minutieusement décrit dans la solitude de sa cabane de planches, en compagnie de ses outils, ses seuls amis, au milieu du bruisant silence de la nature environnante. A peine si à travers le vol des insectes, le vent de la mer, l'odeur de la garigue, percent le son assourdi d'une cloche ou le roulement d'un camion au loin, pour rappeler qu'ailleurs existent les autres, la société des hommes avec ses lois et ses servitudes. Ici, loin d'eux, dans l'innocence de sa liberté reconquise, l'homme retrouve d'instinct sa royauté naturelle, en un accord intime avec les éléments qui l'entourent.

Le récit se dévide sans hâte, épousant les gestes lents du travail manuel, au rythme des matins et des soirs, avec une sorte de solennité sacrée, comme un cantilène populaire espagnol dont il a la rugueuse douceur, la même profonde majesté. Ni cris, ni lyrisme ; la poésie affleure ici sans effort dans sa pureté virginale et sa chaste nudité. Ce petit livre animé d'une tendresse pudique est un message d'amitié fraternelle qui s'étend par-delà Rodrigo à tous les hommes libres qui luttent pour la sauvegarde de leur souveraineté individuelle, chaque jour plus menacée. De sa lecture émane un charme austère, un goût de source sans parfum.

Une question vient cependant à l'esprit : cette voix insolite qui choisit pour s'exprimer la simplicité et la discrétion, a-t-elle une chance de se faire entendre en ces temps inquiets et troublés, où la déconnexion de l'homme avec la nature menace d'atteindre son point de non-retour alors que pour toute une humanité désaxée, le silence, la solitude et la sérénité sont devenus des états quasi insupportables, frisant l'anormal, et tenus dans la même suspicion qu'une maladie ou une malédiction. □

« Su Casa », Marcel Séguier. Denoël. 12,35 F.

A lire

● Maurice Le LANNOU : « Le démenagement du territoire ». Seuil. 249 pages. Le chroniqueur du « Monde » parle ici en géographe d'un problème auquel nous attachons tous une très grande importance. Ne s'agit-il pas en effet en aménageant l'espace de faire surgir un nouveau lien entre l'homme et son contexte. D'une lecture aisée et stimulante.

● Le numéro double 3 et 4 de la revue MARGEN, en langue espagnole, consacrée à la littérature latino-américaine, vient de sortir avec le supplément 2 bis publiant trois textes censurés. Pour des raisons économiques, les deux premiers numéros avaient été imprimés en Espagne, avec promesse formelle de publier n'importe quel auteur — l'accord ne fut pas respecté par les autorités espagnoles. Désormais la revue sera imprimée à Paris.

Au sommaire de ce numéro, rencontre avec Ruben Dario (à l'occasion du centenaire de sa naissance), textes de E.Lihn, Pacheco, etc., la nouvelle littérature cubaine ; Arrufat, Barnet, Carpentier, Fernandez, Guillen, etc., interviews de Félix Grande, Roberto F. Retamar, David Vinas.

MARGEN, 21, bd Péreire, Paris 17^e.
Prix de l'exemplaire simple 5 F.
Abonnement annuel : 30 F.

Cinéma

Les vérités de "Loin du Vietnam"

Claude Glayman

Certains hochent la tête et font la fine bouche, « Loin du Vietnam » les déçoit. Leur pureté est exigeante, leur attente cinématographique trompée ; dieu sait quelles ambiguïtés se dissimulent derrière cette hauteur. Et quelles incompréhensions, car rarement titre n'a été si beau en même temps que si vrai. Signification qui indique que nous, nous sommes loin du Vietnam, trop loin. Ce film a la franchise de le reconnaître, et avec la même sincérité qui n'exclut pas le maniérisme, il tente et parvient à nous rapprocher du Vietnam. Le lui reprocher c'est ou bien ne rien saisir de son intention, ou bien prétendre à plus que la réalité ne l'autorise, ou bien tout bonnement se sentir visé comme un vulgaire modéré par une dénonciation *sans appel* de l'agression américaine.

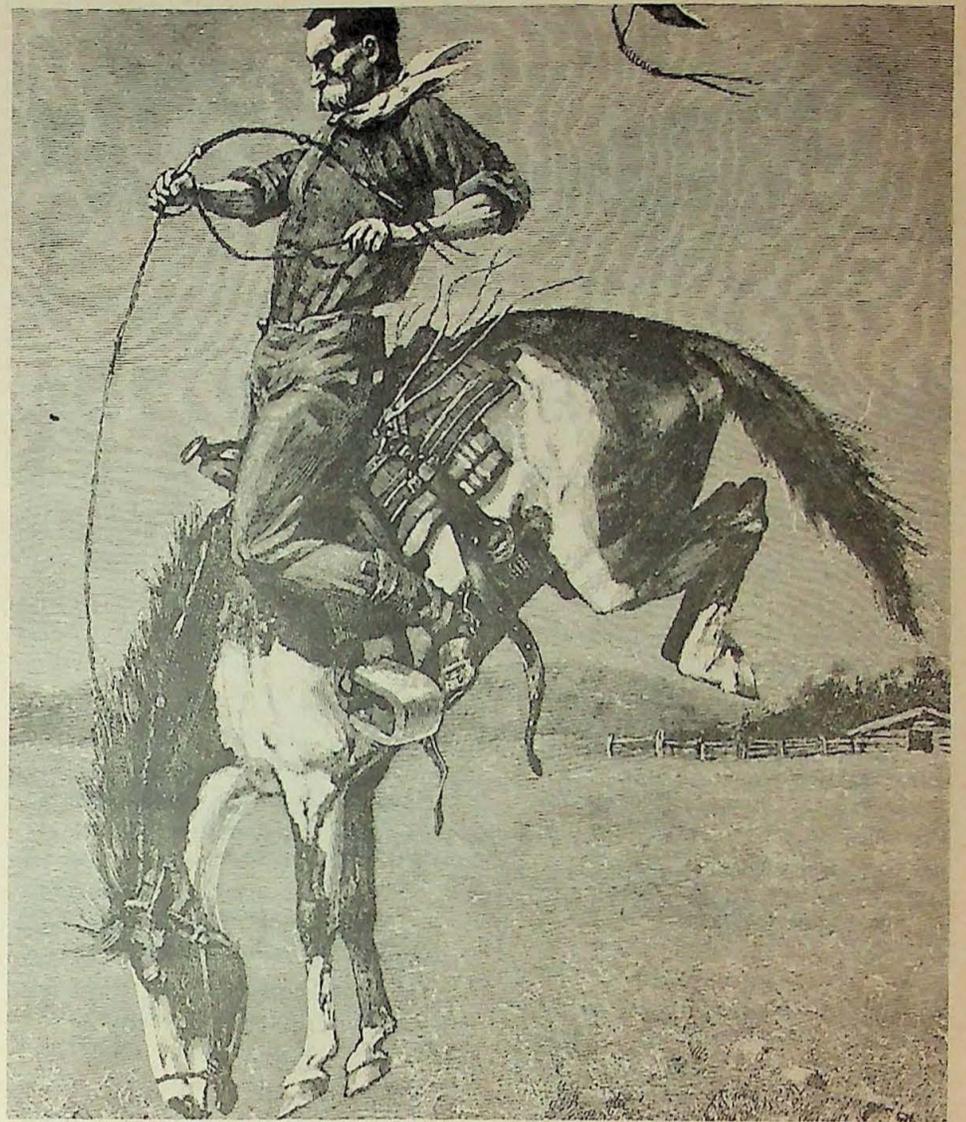
Car qui pourrait prétendre qu'il n'a rien senti aux extraordinaires séquences de Joris Ivens filmant Hanoi sous l'alerte aérienne ; ou bien au très poignant passage de Michèle Ray accompagnant de sa voix retenue les images de la patrouille sud-coréenne, du contrôle des péniches, des paysans parqués dans les camps de regroupement. Certes ce « donner à voir » vietnamien est rare, trop rare, mais c'est que nous sommes loin du Vietnam. Et les élucubrations de Bernard Freson (dans la passionnante séquence d'Albin Resnais) ou de Jean-Luc Godard, avec tout ce qu'elles ont d'exaspérant, d'intellectuel, d'esthétique et de publicitaire abordent bien pourrissant le nœud du problème.

Ce problème n'est autre qu'une certaine opposition du monde riche au monde pauvre. De ce point de vue les parties consacrées aux manifestations américaines pour ou contre la guerre, sans doute trop longues par rapport à l'économie générale du film, illustrent du dedans le mal de notre société. Il faut avoir vu ces incroyables kermesses (William Klein) au pied des gratte-ciel où se mêlent toutes les catégories politiques, reli-

gieuses, protestataires qui surgissent comme autant de variétés exotiques mais *significatives* de la même psychose. Le défi américain, le fameux défi américain, le voilà ici mis en question sinon en échec par la fantastique persévérance des Vietnamiens, repercutée dans le grand corps américain. Persévérance qui oppose la longue marche à l'immédiateté de la technique, que les porte-avions géants filmés par Lelouch ne ploient pas, que Fidel Castro, à deux pas de nous, explique dans toute sa simplicité. Le suicide du quaker américain comme on le comprend ensuite. La société américaine se voit par les yeux du Vietnam comme la société française se voit dans ceux des ouvriers portugais du très beau « O' Salto » de Christian de Chalonge. Au demeurant le montage même du film (dû à Chris Marker), sa progression, ses volutes m'ont paru suivre une logique, celle qui s'efforce de saisir un combat dont la durée défie la patience de l'impérialisme comme celle de l'intellectuel de gauche. Finalement, ce film va loin au cœur de notre malaise. C'est là sa profonde valeur. Usant des stéréotypes, des mythes, des techniques, des gadgets de notre univers, il tourne autour du Vietnam comme autour d'une question à laquelle nous ne répondons jamais.

Serait-ce une diversion à l'écart de la politique ? Oui, dans une certaine mesure, mais dans la mesure même où ce film est le produit collectif d'hommes qui appréhendent le monde *au-delà ou avant le politique*. Le constat est implacable, mais il se hisse d'emblée au niveau des rapports de civilisation. La leçon de « Loin du Vietnam » se situe à cette dimension, elle mérite qu'on l'honore avec la même humilité dont elle fait sans cesse preuve sans tricher, face au Vietnam, face au martyr de son peuple, face à sa victoire ! □

N.B. — Pour mieux comprendre les réactions américaines, il faut lire l'anthologie des poètes américains contre la guerre du Vietnam que vient de publier Albin Michel (185 p., au prix modique de 9,25 F).



dégoût et à la haine. Pourtant l'enfant *naturellement* aime lire, et le monde fabuleux des livres que l'on découvre vers 8-9 ans procure une ivresse intense ; mais ce bonheur nouveau est fragile, ombrageux ; il suffit d'une maladresse d'adulte bien intentionné, pour le détruire.

Ensuite, le monde de la littérature enfantine est riche, mais limité. Notre grand Jules Verne excepté, on n'y rencontre presque que des noms anglo-saxons : Dickens, Kipling, Andersen, Jack London, Lewis Carrol. C'est qu'entrer spontanément dans l'univers enfantin est chose très difficile. Il y faut une grâce particulière qui n'est réservée qu'à quelques élus.

Actiboms et Multiboms

Les Editions Delpire ont voulu rompre l'enchantement qui pèse encore souvent sur la littérature enfantine, mal adaptée ou mal interprétée. On n'a pas eu recours pour cela à des instituts de sondage, à des pédagogues ou des techniciens. Il a suffi aux collaborateurs de l'équipe Delpire de faire montre de quelque intuition, de puiser dans leur expérience de jeunes pères, voire dans leurs souvenirs d'enfance.

Ainsi sont nés les Actiboms et les Multiboms. Ils se présentent comme des albums géants en carton épais, illustrés de gravures d'époques que l'on peut en ce qui concerne les premiers, colorier, découper, coller, épingle. Les multiboms, eux, sont bourrés de jeux, mêlés de contes, de chansons et de mille surprises que l'on découvre au fil des pages. L'en-

fant est ainsi invité à participer à l'action, à faire preuve d'imagination, d'adresse, d'astuce, tout en apprenant une foule de choses sur la vie, les coutumes, les particularités des pays et des peuples dont il fait la connaissance. Le texte est vivant, clair, net, direct, bien fait pour intéresser les petits cartésiens de 8 à 12 ans.

En offrant à l'enfant l'occasion de faire la moitié du chemin, ces livres-jeux répondent à son instinct profond, son désir d'identification, et à son double besoin de construire et de détruire, et d'évaluer ainsi ses propres forces et ressources en se mesurant au monde extérieur.

Admirable Remington

J'avoue avoir personnellement un faible pour « les cow-boys », sans doute à cause des splendides dessins de Remington, que la mise en pages grand format met particulièrement en valeur. L'image bien aérée prend ainsi un relief saisissant et procure une sensation physique d'espace, de grand air et d'aventure. On y retrouve le souffle épique des grands westerns.

Le premier jour de l'exposition à la galerie Delpire, ornée pour la circonstance de totems et de masques indiens, les organisateurs un peu émus en voyant arriver les jeunes visiteurs, crurent de leur devoir de leur donner quelques explications.

Comme le chante Trenet dans « Le Jardin extraordinaire » : « Il suffisait pour ça d'un peu d'imagination ». □

(Galerie Delpire
13, rue de l'Abbaye, Paris 6^e.)

Enfants

Des livres à jouer

Emmanuelle Stein

En France on a le respect des livres. Trop peut-être.

A force de n'apercevoir que le

dos de ces livres-prisonniers, on finissait par leur tourner le dos. Du respect à la crainte, on passe vite au

Des livres qu'il faut avoir lus

● **Pierre Fougeyrollas** : « Modernisation des hommes ». Flammarion, 19 F. A travers une enquête au Sénégal, le tiers monde entre modernité et tradition.

● **Samir Amin** : « Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire ». Minuit, 33,90 F. Ce qu'est un cas de « croissance sans développement », pour mieux comprendre le tiers monde.

● **Bernard Fall** : « Les deux Vietnam ». Payot, 30 F. Le Vietnam des origines à l'agression U.S. par l'un des meilleurs spécialistes mort cette année lors d'une enquête au Sud.

● **Jonathan Schell** : « Le village de Ben Sue ». Grasset, 9,50 F. Un Oradour vietnamien parmi tant d'autres, par un témoin américain.

● **André Kédros** : « La résistance grecque ». Robert Laffont, 24,70 F. L'indispensable biographie de la Grèce si l'on veut comprendre le drame qui s'y déroule.

● **Vassilis Vassilikos** : « Z ». Gallimard, 342 pages. Un roman centré autour de l'affaire « Lambrakis », un « J'accuse » grec.

● **C. Wright Mills** : « L'imagination sociologique ». F. Maspéro, 15,40 F. Plusieurs essais par l'un des plus importants sociologues des U.S.A. et de ce temps.

● **J.-J. Servan-Schreiber** : « Le défi américain ». Denoël, 18,50 F. L'opportune rencontre entre un thème capital et un journaliste astucieux. Le battage publicitaire ne doit pas détourner les militants d'une lecture utile.

● **Vladimir Pozner** : « Mille et un jours ». Julliard, 350 pages. Un bon écrivain et un bon observateur font parfois mieux qu'un théoricien. Pozner fait mouche et l'U.R.S.S. nous devient familière.

● « **O.L.A.S.** ». François Maspéro, 15,40 F. De tous bords on a proféré de nombreuses bêtises sur la première conférence de l'O.L.A.S. il est donc opportun de recourir aux textes de base, ce que ce livre met à la portée de chacun.

● **Pierre Vianson-Ponté** : « Les politiques ». Calmann-Lévy, 11,40 F. L'un des plus suggestifs bilans de 9 ans de gaullisme. Jeunes doivent y recourir pour découvrir, moins jeunes pour mieux saisir ce qu'ils ont vécu.

● **Alfred Sauvy** : « Histoire économique de la France entre les deux guerres ». T. II, 1931-1939. Fayard, 35 F. Un ouvrage de référence qui démontre que nos « ancêtres » de

gauche avaient moins conscience des problèmes économiques que nous en avons aujourd'hui.

● **André Gorz** : « Le socialisme difficile ». Seuil, 248 pages. On n'est pas toujours d'accord avec l'auteur, parfois trop systématique, mais celui-ci est l'un de ceux qui a fait le plus pour engendrer la notion de « socialisme moderne ».

● **J. Dumazedier et A. Ripert** : « Loisir et culture ». Seuil, 398 pages. A partir d'une enquête menée à Annecy, une analyse de la « culture de masse » par des hommes qui en sont les pionniers.

● **Henri Coing** : « Rénovation urbaine et changement social ». Les éditions Ouvrières, 24,60 F. Prolongements sociaux de la rénovation urbaine sur la base d'une expérience qui s'est déroulée dans le XIII^e arrondissement à Paris.

● **Peter Hall** : « Les villes mondiales ». Hachette, 256 pages. Les grandes métropoles internationales, leurs problèmes et leurs évolutions. Livre parfois difficile à la lecture mais d'une inépuisable information.

● **Claude Glayman** : « 50 millions de Grenoblois ». Robert Laffont, 12,35 F. Le « modèle » grenoblois avant les Jeux Olympiques de 1968, la mutation municipale française avec une préface de Pierre Mendès France.

● **Robert Lafont** : « La révolution régionaliste ». Idées NRF, 3 F. La colonisation de la province française ne découle pas seulement d'une tradition centralisatrice, mais de la voie française du capitalisme. A partir d'exemples géographiques, une analyse exemplaire qui débouche sur le socialisme et l'Europe.

● **P. Gabert et P. Guichonnet** : « Les Alpes et les États-Alpins ». PUF, 18 F. Région française en expansion, les Alpes ne sauraient être appréhendées désormais en dehors de leur dimension européenne. Deux géographes dépassent la pure géographie et abordent les multiples faces du développement régional.

● **A.-M. Goichon** : « Jordanie réelle ». Desclée de Brouwer, 580 pages. A l'heure où le conflit du Moyen-Orient n'a pas fini d'occuper le devant de la scène, il faut lire ce gros ouvrage particulièrement bien documenté sur la Jordanie et sur le problème des réfugiés palestiniens.

● **E. Ben Elissar et Z. Schiff** : « La guerre israélo-arabe ». Julliard, 279 pages. Le conflit vu du côté israélien. L'objectivité est inaccessible.

A écouter

● **G. MAHLER** - 9^e symphonie. Noblesse et sérénité d'Otto Klemperer dans une grande œuvre post-romantique (2 × 30 cm. Voix de son Maître).

● **SCHUBERT** Lazare - Oratorio pour orchestre, soliste et chœur. Révélation d'un chef-d'œuvre inconnu :

entre Mozart et Wagner (1 × 30 cm. Charlin).

● **PROKOFIEV** - Alexandre Neuski ; Ivan le Terrible. L'indispensable accompagnement des inoubliables images d'Eisenstein. (2 × 30 cm. Chant du Monde. Vendus séparément).

● **PENDERECKI** - Passion selon Saint Luc. Synthèse ou vulgarisation des acquisitions de la musique moderne ? En tous cas, une œuvre saisissante ! (2 × 30 cm. Philips).

● **BRAHMS** - 42 chants populaires. Entre le lied et le folklore par les deux meilleurs chanteurs actuels (2 × 30 cm. Voix de son Maître).

● **BACH** - Quatre sonates en trio. Dynamisme, limpidité et précision de traits. Cinquième disque d'une intégrale révolutionnaire par l'organiste Michel Chapuis (1 × 30 cm. Valois).

● **MAITRES D'ORGUE DE L'ALLEMAGNE DU NORD**. Que serait Bach sans ces obscurs prédécesseurs et contemporains auxquels un juste hommage est rendu dans la vérité des grandes orgues baroques ? (1 × 30 cm. Charlin).

● **HAYDN** - Quatuors n° 5 et 6 op 76. Par le quatuor Danois, au mieux de sa forme, dans son répertoire favori. (1 × 30 cm. Valois).

● **COUPERIN** - pièces de clavecin du livre III. Couperin au naturel, par

Huguette Dreyfus. (1 × 30 cm. Valois).

● **KARL - PHILIP - EMMANUEL BACH** - Deux concertos pour orgue d'une intense séduction, entre classicisme et romantisme. (1 × 30 cm. Philips).

● **ARCHIE SHEPP** - Mama too thight. La preuve, par de jeunes musiciens noirs, que la musique de jazz n'adoucit ni les mœurs, ni l'esprit de revendication. A déconseiller aux amateurs de Jacques Loussier (1 × 30 cm. Impulse - 25 F).

● **LESTER FOR PRESIDENT**. Lester Young avec John Lewis, Oscar Peterson et Teddy Wilson. Magnifique réédition à acheter les yeux fermés. (1 coffret Verve - 49,95 F).

● **COLETTE MAGNY**. Pas seulement de la « chanson engagée », pas seulement une voix grave et viscérale, mais une autre manière de dire et de chanter. (1 × 30 cm. Chant du Monde).

● **SERGEANT PEPPER**. Les Beatles dans leur disque le plus riche et le mieux élaboré. (1 × 30 cm. Odéon).

A assister

● **PIRANDELLO** : « Henri IV ». Théâtre Moderne, mise en scène de S. Pitoëff. Tél. : 874-94-28.

● **L. ANDREEV** : « Le Roi faim ». Théâtre Récamier, mise en scène de P. Debauche. Tél. : 548-63-81. Cf. la critique d'E. Stein dans T.S. du 14-12.

● **IONESCO** : « Les chaises » - Kafka : « Rapport pour une académie ». Mise en scène de René Dupuy. Théâtre Gramont. Tél. : 742-62-61.

Consulter d'autre part les divers programmes présentés en banlieue durant les fêtes :

AUBERVILLIERS : théâtre de la Commune. Tél. : 352-64-83. **COLOMBES** : la M.J.C. Tél. 782-42-70. **SAINT-DENIS** : théâtre Gérard Philipe. Tél. : 243-00-59. **SURESNES** :

Centre Culturel de l'Ouest Parisien. Tél. : 506-15-34.

LIVRES DE THEATRE :

Jean-Marie Domenach : « Le retour du tragique ». Le Seuil, 300 p. L'un des plus grands essais publiés depuis plusieurs années, le directeur de la revue « Esprit » après avoir passé au crible les multiples incarnations du tragique dans l'Histoire, se demande si l'antidote à la société de consommation de masse ne réside pas dans l'incarnation d'une nouvelle forme de tragique à l'état pur chez Ionesco et S. Beckett.

Les six titres de la collection « Théâtre » du Seuil (3 F), déjà parus : L. Atlan ; P. Adrien ; A. Césaire ; A. Gatti ; P. Halet ; T. Stoppard.

Expositions pour Noël

A PARIS :

● **Science fiction** : les petits hommes verts sont parmi nous. Dans une ambiance suggestive, un voyage plein d'attraits dans les mondes imaginaires de la terreur et du fantastique. Un dépaysement délicieux et nostalgique.

(Musée des Arts Décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}.)

● **Rétrospective Sonia Delaunay** : des tableaux qui clignent comme des signaux électriques ; l'ivresse du rythme et des couleurs pures et violentes. Une peinture éclatante de jeunesse et plus actuelle que jamais.

(Musée d'Art Moderne, Avenue du Président-Wilson, Paris.)

EN BANLIEUE :

● **Suprématisme - constructivisme - rayonnisme russe (1910-1920)** :

dans un décor graphiquement animé, des peintures et documents sur une époque capitale — et mal connue — celle de la mutation de l'art moderne au début du siècle accomplie par les grands peintres et théoriciens russes qui ont changé la face de l'art. Un précieux complément aux « manques » de l'exposition des trésors de l'Art russe, actuellement visible au Grand Palais.

(Galerie Municipale Marie-Thérèse Douet, 23, avenue Jean-Moulin, Montreuil.)

● **35 lithographies** des plus grands peintres contemporains. Exposition réalisée par une poignée de jeunes gens entreprenants qui sont également les animateurs dynamiques du Comité des Loisirs du Foyer des Jeunes Travailleurs de Chaville.

(34, bd de la Libération, 92 - Chaville.)

Europe

Le 4^e continent

Manuel Bridier

Longtemps, les problèmes d'une stratégie socialiste internationale sont restés le fait des théoriciens. Ce sont les problèmes intérieurs, ce sont les batailles économiques et sociales de tous les jours — et parfois les campagnes électorales — qui retenaient toute l'attention, tout le temps et le dévouement des militants ouvriers. De temps en temps, pour un événement exceptionnel, une guerre, un assassinat politique, on voyait surgir comme un grand accès de fraternité internationale, bientôt retombé parce qu'indépendant des luttes quotidiennes, comme ajouté de l'extérieur aux problèmes de la vie courante.

Aujourd'hui, la situation a changé. La guerre du Vietnam, les guérillas d'Amérique Latine, les massacres d'Indonésie, les violences de Little Rock font partie de notre univers familial. Chacun se rend compte, même obscurément, qu'il existe un lien objectif entre ces luttes et les nôtres, ne serait-ce que dans l'existence d'un ennemi commun, le système capitaliste de production et d'échange qui est aussi bien la cause du blocage des salaires en Europe que de la sur-exploitation des masses paysannes dans les pays du « tiers monde ». Dès lors, chacun se demande comment assurer la meilleure coordination, entre des combats si différents, et le risque apparaît de voir quelques-uns, passant d'un extrême à l'autre, se détourner de leurs propres responsabilités pour ne s'exalter qu'aux tâches des voisins.

Le Tiers Monde et l'Europe

Nous ne partageons certes pas tout ce qu'écrivait *l'Humanité* sur cette question dans ses derniers numéros. Il n'en reste pas moins significatif que le quotidien du parti communiste français ait dû aborder successivement en quelques jours des problèmes théoriques et pratiques posés par le développement des luttes au Venezuela, en Colombie, en Indonésie et parmi les Noirs américains. Il n'en reste pas moins aussi, par-delà l'évidente volonté d'amalgame des dirigeants du P.C.F., que certaines accusations de « gauchisme » et de « verbalisme » seraient justifiées, si l'importance de la guerre du Vietnam ou la guérilla sud-américaine dans l'éveil des jeunes à la connaissance politique devait se traduire par une initiation stérile et purement symbolique — faute d'application possible — des mots d'ordre et des méthodes valables en d'autres lieux.

Ce qui fait le mérite de l'action entreprise par le Comité Vietnam National, notamment à l'occasion de la récente « semaine Che Guevara »,

c'est précisément qu'elle se refuse à faire du Vietnam un problème spécifique. La présence, l'autre jour, à la Mutualité, de Melba Hernandez et de Stokely Carmichael était le symbole de cette complémentarité des luttes. Mais ce qui est vrai des « trois continents » réunis à La Havane l'est aussi de la classe ouvrière européenne. Sous des formes bien différentes, les luttes économiques, sociales et politiques des travailleurs occidentaux font de l'Europe elle-même le « quatrième continent » de la lutte anti-impérialiste. Nous ne répéterons jamais assez, à cet égard, combien nous rejetons les thèses chinoises sur l'encerclement des villes par les campagnes et des pays industriellement avancés par les pays du tiers monde. Ces thèses sont aussi fausses sur le plan intérieur que sur le plan international. Aucune armée paysanne, pas plus à Cuba qu'en Chine ou qu'ailleurs, n'a jamais remporté la victoire sans la conjonction de ses efforts et des actions ouvrières dans les villes. Aucune paysannerie n'est en mesure d'assumer les responsabilités d'un pouvoir de transition vers le socialisme, si ce n'est dans l'alliance et sous la direction du prolétariat industriel et de l'intelligentsia révolutionnaire. Quant à l'encerclement de l'Europe par le tiers monde, c'est une idée absurde, qui ne tient compte ni du rôle décroissant du « tiers monde » dans l'économie mondiale ni des problèmes de classe, aussi bien dans les pays industriels que dans le tiers monde lui-même.

Une lutte de classes internationale

L'opposition n'est pas entre « le nord » et « le sud ». Elle n'est pas entre les « pays nantis » et les « nations prolétaires ». Elle dresse les uns contre les autres, dans le monde entier, les exploités et leurs exploités. D'un côté les masses populaires du tiers monde et les travailleurs salariés des pays industriels. De l'autre le capitalisme international et tous ses auxiliaires, parmi lesquels, bien entendu, les soi-disant bourgeoisies nationales dans les pays du tiers monde, qui ont remplacé la couche subalterne de la colonisation comme intermédiaires entre leur propre peuple et les trusts internationaux.

C'est en quoi l'internationalisme prolétarien n'est pas une affirmation sentimentale, mais la constatation d'une réalité objective.

Il n'est pas sans intérêt de réfléchir sur les problèmes de la lutte armée, sur les mérites et les inconvénients de la tactique d'autodéfense ou du « foco » révolutionnaire. Mais

ce serait une singulière dérision que de tirer des travaux de l'OLAS matière à une simple discussion de stratégies en chambre sur les révolutions qu'ils ne peuvent pas faire. Plus importante encore que la définition d'une ligne politique pour l'Amérique latine, la signification profonde de la conférence de l'OLAS est dans l'affirmation du caractère global de la lutte, dans l'appel à tous les peuples du monde, dans le rappel que « le devoir de tous les révolutionnaires est de faire la révolution ».

Coexistence pacifique et action révolutionnaire

Est-il encore besoin de préciser que cela ne signifie pas l'appel aux armes dans le monde entier ? On l'a dit tant de fois ! Mais il y a tant de gens qui ne comprennent pas ou qui font semblant de ne pas comprendre...

« Faire la révolution » ne veut pas dire tomber dans les exagérations gauchistes et voir l'annonce du « grand soir » dans chaque débrayage à la R.A.T.P. Cela ne veut même pas dire le rejet de la « coexistence pacifique », mais du mauvais usage qu'on en pourrait faire, s'il s'identifiait avec une politique de grandes puissances et de statu quo social, comme celle dont le peuple grec a été victime après la deuxième guerre mondiale et dont il subit encore les conséquences. « Faire la révolution », cela signifie porter les coups les plus durs possibles à l'impérialisme dans les pays où l'on se trouve. Cela signifie diriger ses coups de telle manière qu'ils visent à l'affaiblissement du système capitaliste de production et d'échange, à l'ouverture d'une période de transition vers le socialisme.

Certes, s'il s'agissait d'un conflit international de type ordinaire, s'il s'agissait d'un simple soutien extérieur à des actions qui nous touchent de loin, sans nous impliquer directement tous les jours, on pourrait concevoir n'importe quelle alliance. On le pourrait aussi dans la mesure où il s'agirait d'une lutte contre un ennemi purement étranger. L'alliance des masses populaires et des bourgeoisies nationales dans les Fronts Nationaux de Libération a été positive, et peut l'être encore dans certaines circonstances, dans la bataille pour l'indépendance politique d'un pays exploité par une puissance étrangère. Mais il s'agit aujourd'hui d'une lutte de classes à l'échelle internationale, dans laquelle le capitalisme tout entier est en cause.

Action intérieure et solidarité mondiale

Bien entendu, les intérêts capitalistes sont contradictoires. Les conflits inter-impérialistes ont leur importance. Qu'il s'agisse des politiciens du tiers monde ou des industriels d'Europe, les bourgeoisies nationales essayent toujours d'obtenir le maximum. Est-ce à dire qu'elles puissent être les alliés des forces populaires contre l'impérialisme ? Est-ce à dire

qu'elles puissent aller jusqu'à mettre en cause le système dont elles font partie ? Evidemment non. C'est seulement sur la base du socialisme que la lutte peut être menée de façon conséquente, non seulement contre les effets secondaires mais aussi contre les structures mêmes et les causes fondamentales de l'impérialisme.

Inversement, peut-on imaginer que les travailleurs français pourraient imposer une économie conforme à leurs intérêts, c'est-à-dire contraire aux intérêts capitalistes, sans que les forces impérialistes cherchent à s'y opposer par tous les moyens ? Evidemment non. C'est pourquoi la définition d'une politique anti-impérialiste n'est pas une adjonction décorative à un programme de la gauche mais une condition indispensable à tout programme de transition vers le socialisme.

L'évolution politique du « pouvoir noir » aux Etats-Unis — exprimée notamment par la remarquable intervention de Carmichael à la Mutualité — illustre bien cette dialectique de l'action intérieure et de l'action internationale. Ce sont leurs problèmes propres qui ont amené les militants noirs les plus actifs à réagir contre l'isolement en prenant une conscience plus claire de la solidarité internationale, en liant leur lutte à celle du Vietnam, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Mais cette nouvelle dimension de leur lutte ne les a pas éloignés des problèmes américains, bien au contraire.

Aussi, bien loin de constituer une tentative d'évasion, l'éveil de la conscience politique sur les problèmes internationaux peut favoriser un engagement plus approfondi par rapport aux réalités intérieures. En Allemagne, par exemple, c'est l'action des étudiants contre la guerre du Vietnam et contre la visite du shah d'Iran à Berlin qui a contribué à radicaliser leur contestation de la politique officielle et de la société allemande tout entière, ouvrant la voie à de nouveaux rapprochements avec l'opposition révolutionnaire dans les syndicats ouvriers.

Ce ne sont pas là des faits isolés. Partout dans le monde, partout en Europe, les mouvements de solidarité internationale vont de pair avec l'action la plus résolue contre les structures capitalistes, avec le rejet le plus net du « wilsonisme » et de toutes les tentatives d'intégration du mouvement ouvrier dans la société néo-capitaliste.

En Europe, en particulier, la question est aujourd'hui de savoir si la société capitaliste pourra surmonter ses contradictions actuelles, faire accepter ses arbitrages et sa rationalité. Qu'elle y parvienne et les forces impérialistes seront renforcées dans le monde entier. Que la classe ouvrière soit au contraire en mesure de déjouer les pièges de l'intégration, en mesure d'imposer, dans l'un ou l'autre pays, l'alternative socialiste, et le rapport des forces en sera bouleversé dans tous les autres pays, non seulement en Europe même mais aussi dans le monde entier. □